# LETTRES
## SUR
# LA RÉVOLUTION
## FRANÇAISE.

PAR J. GORANI, CITOYEN FRANÇAIS;

*A SON AMI CH. POUGENS.*

---

*Discite justitiam moniti, & non temnere divos.*
Æneid.

---



*A PARIS,*

Chez GUILLAUME Junior, quai des Augustins.

M. DCC. XCIII.

*L'an deuxième de la République Française.*

# AVIS
## DE L'ÉDITEUR.

QUELQUES perſonnes étonnées des obſervations auſſi neuves qu'intéreſſantes que leur faiſoit, en ſociété, l'auteur de ces lettres, ſur les abſurdités de la convention de Pilnitz, & ſur les ſuites que devoit avoir cet acte de délire, le prierent de mettre ces obſervations par écrit; telle eſt l'origine des lettres dont nous préſentons le recueil; à l'exception de la dernière, les autres ont été imprimées dans le Moniteur univerſel; elles ont été traduites preſque auſſitôt en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, en Suede & en Italie. Ce ſuffrage unanime des Nations les plus éclairées, annonce ſuffiſamment le mérite de cet ouvrage, mais il n'en ſpécifie pas le genre & l'étendue, & c'eſt la tâche que nous nous propoſons de remplir en peu de mots.

Un ſtile pur, noble, concis, éloquent & convenable au ſujet, ſans redondance, ſans obſcurités, ſans affectation, c'eſt le moindre mérite de ces lettres; elles ont de plus celui d'expliquer les vraies cauſes de la révolution françaiſe, de prédire les événemens qui doivent réſulter pour le bonheur du monde, de la coalition des rois armés

contre la France, & ces prédictions inspirent d'autant plus de confiance, que déjà le roi de Prusse & le duc de Brunswick ont éprouvé les échecs que l'Auteur leur avoit annoncés, en les instruisant de leurs véritables intérêts.

Ces lettres contiennent aussi la censure la plus judicieuse de la royauté, du sacerdoce, de la noblesse, de la diplomatie, de la conduite des rois, de celle de leurs courtisans, de leurs ministres, de leurs ambassadeurs, & des vices de leurs gouvernemens.

Cet ouvrage est si riche en vérités essentielles au bonheur de l'homme, & en principes conformes à la nouvelle politique de la République Française, qu'on peut le regarder comme le manuel de l'homme d'état.

Enfin ces lettres sont une légère esquisse des vastes connoissances d'un véritable ami des hommes, qui après avoir voyagé, avec une bonne vue, dans toutes les cours de l'Europe, & après y avoir étudié les hommes & les choses, s'est déclaré l'ennemi du despotisme, & n'a pas cessé depuis vingt ans de lui faire la guerre par ses écrits. Cette guerre, &, sur-tout le généreux dévouement de Gorani à la Nation Française, lui ont occasionné de grandes persécutions de la part du tyran de son ancienne patrie; & l'on peut

s'inſtruire de ces perſécutions dans la Préface des *Recherches*, de ce ſavant, *ſur la ſcience du Gouvernement* (1) ; bien-tôt il multipliera les preuves de ſon ſavoir, en publiant ſes Tableaux Hiſtoriques & Critiques des principaux Gouvernemens de l'Italie, qui ſont ſous preſſe.

Gorani étoit mur pour la révolution françaiſe ; dès qu'il connut notre Déclaration des Droits, il accourut pour nous aider à en faire la conquête ; la patrie, reconnoiſſante des ſacrifices qu'il nous a fait, & des ſervices qu'il nous a rendus, l'a reçu citoyen français, avec les hommes les plus célèbres de l'Europe par leurs lumières & leur philantropie ; depuis ce moment il n'a pas ceſſé de nous rendre, aux riſques de ſa vie, ou du moins de ſa liberté, d'importans ſervices, que nous publierons auſſi-tôt que la prudence nous le permettra.

---

(1) 2 volumes *in*-8.°, qui ſe vendent 6 liv. brochés, à Paris, chez Guillaume Junior, Imprimeur-Libraire, quai des Auguſtins.

Table.




# LETTRE

*Au Roi de Pruſſe ſur ſes intérêts envers la France & la Pologne.*

Le 20 Juin 1793.

SIRE,

DEPUIS quelques mois les papiers publics ne ceſſent de répéter que votre majeſté ſe propoſe d'attaquer la France avec une armée de 40 à 50 mille hommes; je ne puis ajouter fois à une nouvelle ſi étrange; il me paroît impoſſible qu'un prince, ſi connu par ſes lumières, puiſſe ſe confier à une alliance monſtrueuſe, impolitique, abſurde, pour détruire une nation qui le chérit; & qui, par ſa poſition, eſt ſon alliée néceſſaire, & cela pour favoriſer les projets ambitieux des deux puiſſances les plus inſatiables, les plus redoutables pour lui-même: il me paroît impoſſible que le neveu du grand Frédéric, nourri de bonnes études, & doué de qualités excellentes, ſoit devenu tout-à-coup le jouet d'un miniſtre aſtucieux, d'un vieillard ruſé, habitué depuis tant d'années à former des projets giganteſques, dont les uns ont échoué, & dont les autres ont été funeſtes à la puiſſance même qu'il vouloit agrandir. Non, ſire, je ne puis me perſuader que votre majeſté

veuille ſe faire l'inſtrument de ſa propre perte; cependant les dernières nouvelles affoibliſſent mon incrédulité, parce qu'elles aſſurent que vos troupes avancent vers les frontières de la France.

La marche des affaires politiques actuelles me prouve, ſire, qu'on a trompé la plupart des ſouverains ſur la révolution françaiſe; cet événement m'a paru ſi extraordinaire, & les nouvelles qui en arrivoient dans les pays étrangers étoient ſi contradictoires, que, pour le connoître à fond, j'ai quitté ma patrie, je me ſuis rendu à Paris, & voici le réſultat de mes recherches & de mes réflexions à ce ſujet.

J'ai vécu pendant quelques années dans les états de la monarchie pruſſienne, & j'ai conſervé une véritable affection pour les princes qui la gouvernent. J'ai viſité tous les pays de l'Europe; il n'exiſte, ſire, aucune monarchie ſemblable à la vôtre, où le deſpotiſme militaire ſe trouve auſſi modérément combiné avec la sûreté publique, où le pouvoir le plus abſolu ne ſoit point un moyen d'oppreſſion. C'eſt parce que je m'intéreſſe vivement à la longue durée de cette monarchie, à la proſpérité des peuples pruſſiens, & ſpécialement à la vôtre, ſire, que je ne puis réſiſter à l'impulſion que me font éprouver tous ces intérêts, de diſcuter les vôtres, & de m'adreſſer directement à votre majeſté.

On dit, ſire, que vous êtes entré dans l'alliance projetée par le charlatan octogénaire de la cour de Vienne, & que vous allez contribuer de toutes vos forces à la deſtruction de la liberté françaiſe, pour réhabiliter des princes & des nobles français, qui n'éprouvent que les effets de leur propre impéritie. Puiſque les malheurs de l'empire français vous ſont connus, daignez,

ſire ; vous rappeler les principaux faits qui caractériſent les perſonnages pour leſquels on veut vous intéreſſer ; cet examen ſera ſentir à votre majeſté combien il ſeroit impolitique pour elle d'employer ſes armes, & de diſſiper ſes tréſors pour des gens qui ont abſolument voulu ſe perdre. Laiſſez, ſire, les petites paſſions aux hommes ordinaires ; les grands princes ne doivent ſe laiſſer guider que par de grands motifs, par des intérêts de la plus grande importance ; on vous dira, ſire, qu'un monarque magnanime doit protéger & ſecourir des princes infortunés ; oui, lorſque leurs revers viennent d'imprudences ou de fautes pardonnables ; mais, ſire, des princes qui ſe ſont perdus par une foule de vices honteux & de crimes impardonnables, ſans aucun mêlange de vertus ni de talens ; des princes qui ont eu la lâcheté de fuir & d'abandonner la cauſe du trône, lorſqu'ils pouvoient encore la défendre, bien loin de mériter la compaſſion de votre majeſté, ne doivent éprouver que ſon indignation ; elle doit les abhorrer, comme coupables d'avoir rendu mépriſable & odieuſe la royauté françaiſe.

On veut vous faire craindre, ſire, que l'exemple de la France ne devienne contagieux, & n'introduiſe l'eſprit d'inſurrection parmi vos peuples ; cette crainte eſt chimérique ; & pour s'en convaincre, que votre majeſté daigne conſidérer quelles circonſtances ont déterminé l'inſurrection des Français ; elle n'a eu lieu que parce qu'ils étoient excédés des maux qui déſolent une monarchie toutes les fois que le monarque eſt ignorant, inſouciant, incapable de gouverner par lui-même : les Français n'ont ſecoué le joug, que parce qu'ils étoient au comble de la miſère, que parce que leur

patience étoit épuisée, parce qu'ils ne pouvoient plus supporter les déréglemens excessifs d'une reine, qui ne respiroit que la ruine de l'Etat.

D'ailleurs les Français haïssoient des parlements qui disposoient arbitrairement de leur liberté, de leur fortune, de leur vie, & qui faisoient périr dans des supplices horribles, presqu'autant d'innocens que de coupables.

Ecrasés d'impôts, de douanes & de dîmes, les Français détestoient leurs traitans, leur armée nombreuse, & les intendans qui exerçoient dans les provinces le despotisme le plus oppressif & le plus ruineux.

Les Français étoient indignés contre une noblesse insolente, ignare, avide, qui s'attribuoit exclusivement les premiers emplois ecclésiastiques, civils & militaires, & toutes les faveurs de la cour; une noblesse qui les tourmentoit & les ruinoit par une multitude de droits féodaux excessivement onéreux, par des corvées & des servitudes odieuses, par des chasses qui dévastoient les campagnes, par des justices seigneuriales & tyranniques, par le libertinage le plus effréné, &c. &c.

Les Français, sire, en proie à l'insatiable cupidité des princes, des ministres & des courtisans, se sont effrayés de l'énormité de la dette que cette cour vorace avoit contractée, & qu'elle augmentoit sans cesse; ils ont été vivement frappés de la menace d'une banqueroute affreuse, dans laquelle ils se voyoient précipités par les continuelles dilapidations des courtisans.

Enfin, le clergé de France, perdu de dettes & de vices, ne ménageoit même plus les apparences; il s'abandonnoit au scandale, & les Français n'avoient de ressource que dans la saisie & la vente de ses biens, pour

payer la dette immenſe de l'Etat, & pour ſoulager la claſſe la plus nombreuſe & la plus miſérable du peuple.

Sire, telles ſont les véritables cauſes qui ont perdu le deſpotiſme royal & miniſtériel de la France, & ſes diverſes ariſtocraties. Ces cauſes, ces vices n'exiſtent point chez vous. Une reine de Pruſſe ne peut pas diſſiper les revenus de l'Etat en profuſions à ſa famille, à ſes favoris ; elle ne peut pas cabaler contre ſon époux, ni contre la nation. Vous gouvernez par vous-même, ſire ; vous êtes acceſſible à tous vos ſujets ; vos princes, vos grands, vos miniſtres, ſages & modérés, donnent l'exemple de la ſoumiſſion ; la juſtice ſe rend exactement dans vos tribunaux. Votre clergé peu nombreux & peu riche, eſt inſtruit, obéiſſant, exemplaire, moins égoïſte & plus attaché à la patrie, parce qu'il eſt compoſé de pères de famille ; vos nobles, par vous contenus dans le devoir, ne peuvent opprimer impunément vos peuples ; vous n'avez point de dettes, vous faites des économies ; vos villes & vos campagnes ſont toujours aſſurées de trouver des reſſources dans votre tréſor, lorſque le beſoin l'exige : enfin, votre état militaire ne reſſemble point à celui qui exiſtoit en France, car chez vous le mérite & les ſervices ſeuls règlent votre conduite pour les avancements. Il n'exiſte donc, ſire, dans votre adminiſtration, aucun principe de diſſolution ni d'inſurrection. Les peuples ne ſe révoltent que lorſqu'ils ſont au déſeſpoir ; les vôtres ſont contens, parce que votre gouvernement, quelque abſolu qu'il ſoit, eſt paternel. Continuez, ſire, de les bien gouverner, & ne craignez rien de leur part ; ils n'ignorent ſûrement pas tout ce que la liberté coûte aux Français ; ils ne peuvent la déſirer à ce prix, & toujours ils

préféreront votre règne équitable & pacifique, aux orages d'une révolution.

S'il étoit poſſible, ſire, que vous priſſiez à cœur de détruire un gouvernement libre, j'obſerverois à votre majeſté que ce projet ne pourroit réuſſir; en voici les raiſons : vos ſoldats ſont, ſans doute, ſupérieurs aux Français en tactique & en diſcipline; ils gagneront une bataille, peut-être, d'eux, trois, quatre; mais les Français apprendront ainſi à vaincre, vous ſerez, ſire, leur maître en cet art, comme Charles XII le fut des Ruſſes, qui n'avoient ni le courage, ni le civiſme, ni l'intelligence, ni l'activité des Français; chaque bataille que vous gagnerez vous coûtera quelques milliers d'hommes; vous en perdrez beaucoup encore dans les petites guerres de poſte, & par la déſertion qui eſt facile dans une armée compoſée en grande partie de ſoldats de toutes les nations, & qui, preſque tous, ſont forcés. Vous ne pourrez réparer vos pertes qu'en tirant à grands frais de nouvelles recrues de chez vous, & mille ſoldats vous coûteront autant qu'aux Français cent mille : enfin, prenez garde, ſire, qu'après quelques batailles gagnées, vous ne ſoyez dans le cas de dire comme Pyrrhus : *encore une victoire, & je ſuis perdu.* Souvenez-vous, ſire, que les Anglo-Américains n'étoient qu'un ramas de toutes les nations, qu'ils étoient tous neufs dans l'art de la guerre, ſans officiers, ſans chefs, & que cependant l'amour de la liberté leur a fait vaincre les Heſſois & les Hanovriens, les meilleures troupes du monde.

Quant à la France, les forces d'une nation armée pour ſa liberté, ſont incalculables, & ſes reſſources ne peuvent s'épuiſer, ſur-tout lorſqu'elle ſe défend dans ſes foyers,

lorſqu'une foule de ſes citoyens ſervent à leurs propre frais, & que la population de cette nation fait le quart de celle de l'Europe entière. Il n'y a plus de déſertion à eſpérer parmi les ſoldats français, parce que nulle part ils ne ſeront auſſi heureux que chez eux; & la fuite de leurs officiers qui, la plupart, ſont ineptes au ſervice, eſt pour eux un gain, au lieu d'une perte, car ils les remplacent par des officiers patriotes & inſtruits.

Mais, ſire, ſi vous craignez que l'inſurrection ne s'introduiſe dans vos états, vos troupes n'en pourront-elles pas prendre l'eſprit en France & le reporter dans leurs foyers ? Ah, ſire, ſi votre majeſté ſavoit combien le ſeul mot de *Liberté* a d'attraits pour ces gens-là, elle redouteroit extrêmement de les envoyer à cette école; ceux qui déſerteront, & ceux qui ſeront faits priſonniers, prendront bientôt entre les mains careſſantes des Français une aſſez bonne idée de la liberté, pour en dédaigner tous les inconvéniens. De bonne foi, ſire, je ne vois que ce moyen d'inſurrection à craindre pour vous : laiſſez, laiſſez François II courir ſeul ce danger, & préparez-vous à tourner à votre profit toutes ſes ſottiſes.

Eſt-il donc vrai que dans la coalition des monarques contre la France, votre majeſté ſe ſoit chargée de ſeconder la maiſon d'Autriche, pour renverſer la conſtitution françaiſe, pendant que l'impératrice de Ruſſie ſe chargeroit de renverſer toute ſeule celle de Pologne, *conſeillée par votre majeſté, concertée avec elle & par elle garantie.* Si ce projet exiſte, je vous prie, ſire, de conſidérer, 1°. que vous aideriez ainſi la Cour de Vienne à s'emparer de la Lorraine & de l'Alſace, tandis que Catherine pourroit envahir la Pologne entière & la

garder pour elle ; 2°. que la maiſon d'Autriche, toujours chagrine d'avoir perdu la Siléſie, a toujours le projet de la réunir de nouveau à ſon empire ; 3°. que cette maiſon a une inimitié irréconciliable contre la Pruſſe ſa rivale, & qu'elle a le plus violent déſir de la réduire aux Etats qu'elle poſſédoit à la fin du ſiècle dernier. Votre majeſté peut-elle d'ailleurs ignorer que le monarque Autrichien convoite toute l'Allemagne qu'il regarde comme ſon apanage ; il croit avoir autant de droits ſur tous les Etats des princes de l'Empire, qu'en prétendoient autrefois les rois de France ſur la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, &c. Ces projets ambitieux de la Cour de Vienne, n'échappèrent point au grand Frédéric, qui la ſurveilloit de près, & qui, pour réprimer cette ambition, ſaiſit avidement la grande vue que lui préſenta votre majeſté, d'une ligue germanique, projet ſublime qu'elle ne doit jamais négliger.

Si vous vous déclarez pour l'Autriche, dans ſa guerre contre la France, vous perdrez, ſire, l'avantage d'être le chef d'une grande partie de l'Allemagne ; vous ne ſerez plus regardé comme le protecteur des priviléges de l'Empire, mais ſeulement comme le jouet de l'ambition de la maiſon d'Autriche & de celle de ſon miniſtère.

Les vues d'aggrandiſſement de votre majeſté, doivent ſe porter ſur la Bohême, ſur la Moravie, & ſur les trois principautés de la Siléſie qui reſtent encore à la maiſon d'Autriche ; ces Etats conviennent à votre majeſté, ils lui appartiendront quand elle le voudra ; & les princes d'Allemagne, bien loin de déſapprouver cette conquête, y applaudiroient, parce qu'ils ſe verroient plus en ſûreté pour leurs propres Etats, lorſque l'aggrandiſſement de la monarchie pruſſienne pourroit ba-

lancer la trop grande puiſſance de l'Autriche; mais ſi vous vous réuniſſez, ſire, dans la guerre actuelle, avec cette puiſſance; ſi celle-ci triomphe, ſi elle s'empare de la Lorraine & de l'Alſace, comment enſuite pourrez-vous lui réſiſter? Elle vous preſcrira des lois; elle vous dépouillera de la Siléſie; elle vous réduira à ne plus jouer qu'un rôle ſubalterne parmi les ſouverains, & vous n'aurez plus de reſſource dans la France, que vous aurez ruinée, & qui eſt véritablement la ſeule grande puiſſance qui ſoit auſſi intéreſſée à votre aggrandiſſement, qu'à l'affoibliſſement de la maiſon d'Autriche.

Par votre alliance monſtrueuſe avec les cabinets de Vienne & de Pétersbourg, vous laiſſeriez, ſire, à ce dernier, la faculté de conquérir ou de ruiner la Pologne; eſt-il de votre intérêt qu'elle ſoit ruinée? Votre majeſté ne voit-elle pas que ce Royaume, par ſa poſition, eſt ſon allié néceſſaire; qu'en acquérant par ſa nouvelle conſtitution une conſiſtance plus aſſurée, elle lui devient de la plus grande utilité, & que, dès que l'ordre & la paix ſeront rétablis dans ſes foyers, elle pourra déployer des forces réelles en votre faveur, ſire, puiſqu'elle a beſoin de vous pour réſiſter à la Ruſſie & à l'Autriche: il eſt donc impolitique & dangereux pour votre majeſté, de permettre le renverſement de la nouvelle conſtitution de la Pologne, qui eſt réellement avantageuſe à vos intérêts, & qui, je le répète, n'a été faite que de concert avec vous.

On prétend auſſi que vous êtes convenu, ſire, avec l'Autriche & la Ruſſie, de faire entre vous un nouveau partage de la Pologne; ce projet ſeroit déſaſtreux pour votre majeſté, voici pourquoi: par ce partage, vos Etats, ſire, ne ſeroient plus ſéparés de ceux de la Ruſ-

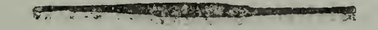
ſie, puiſſance la plus dangereuſe par ſa vaſte ambition, qui ne tend à rien moins qu'à envahir toute l'Europe. La Ruſſie, en trompant l'Autriche, comme elle l'a fait ſi ſouvent, ſe réuniroit avec elle contre vous, comment pourriez-vous réſiſter à ces deux ennemis? Et quelle puiſſance pourroit voler à votre ſecours, lorſque la France & la Pologne ſeroient ruinées? Il eſt donc de la plus grande importance pour vous, ſire, que vos Etats reſtent ſéparés de ceux de la Ruſſie par une puiſſance neutre, telle que la Pologne, aſſez forte pour être votre alliée utile, & pas aſſez pour vous inquiéter. Il importe qu'entre la Pruſſe & la Ruſſie il exiſte, comme entre celle-ci & la Chine, un grand eſpace qui puiſſe ſervir de barrière à l'inſatiable ambition du cabinet de Pétersbourg.

D'ailleurs, dans ce nouveau partage de la Pologne, vous n'auriez, ſire, vraiſemblablement que la moindre portion, & quelle que fût celle qui vous échoiroit, elle ne vous donneroit pas de forces ſuffiſantes pour réſiſter, je ne dis plus à ces deux puiſſances réunies contre vous, mais ſeulement à une ſeule des deux.

Permettez-moi de vous obſerver, ſire, que le rapport de vos forces à celles de la Ruſſie, eſt comme un à cinq, puiſque la Ruſſie a 30 millions d'habitans, & que le rapport entre vous & l'Autriche, eſt comme un à trois & demi, puiſque la population des Etats Autrichiens eſt de 19 à 20 millions d'habitans, & que les revenus de cette couronne ſont de 94 millions de florins. Or, ſi en partageant la Pologne, ces rapports reſtent les mêmes, & ſi, comme il y a lieu de le craindre, ces rapports devenoient plus fâcheux pour vous, il y auroit raiſon de prévoir que votre puiſſance diſparoîtroit

dans peu d'années de la ſurface politique de l'Europe.

En un mot, ſire, vous avez tout à eſpérer de la proſpérité des Français & des Polonais, en protégeant efficacement leurs nouvelles conſtitutions ; vous avez tout à craindre de l'Autriche & de la Ruſſie, en vous privant des ſecours de la Pologne & de la France ; & ſi vous perſiſtiez dans vos intentions ſuppoſées contre ces peuples, vous préféreriez donc les perfides conſeils d'hommes qui auroient la vue très-courte, ou qui ſeroient bien corrompus ? *Signé*, D. E. T.



# LETTRE

*Au Duc de* BRUNSWICK, *relativement à son Manifeste contre la France.*

Le 4 Août 1792.

MONSEIGNEUR,

J'AI adressé le 18 juin dernier, au roi de Prusse, une lettre sur les intérêts de sa majesté envers la France & la Pologne; le manifeste qui vient de paroître contre la Nation française, sous le nom de votre altesse sérénissime, me détermine à vous envoyer, monseigneur, copie de la lettre susdite, & à l'accompagner de quelques réflexions que me dicte le zèle le plus pur pour les intérêts de votre gloire.

Ce manifeste ne peut pas être de vous, monseigneur, il est trop impolitique, trop peu convenable aux circonstances, trop indigne du souverain le plus éclairé de l'Allemagne & de l'Europe entière; cet écrit ne peut avoir été imaginé que par les têtes si fécondes en sottises de la cour des Tuileries. Un acte si intéressant pour tous les peuples, & qui devoit être adressé à une Nation si riche en hommes d'esprit, qui savent aussi bien écrire que penser & parler; un pareil acte, dis-je, exigeoit un style & des idées dignes de la grandeur & de la prudence des princes alliés contre la France. Cet acte ne devoit contenir ni injures, ni ca-

lomnies, & moins de menaces. Cette grande caufe devoit être plaidée avec un art, dont les auteurs du manifeste n'ont vraifemblablement aucune connoiffance ; enfin cet acte, qui n'ofe fe montrer que clandeftinement, eft fi fingulier, qu'il feroit ridicule d'en entreprendre la réfutation; ainfi je l'oublie, pour ne m'occuper que des grandes hoftilités que votre alteffe féréniffime doit, dit-on, diriger contre la France.

J'ai paffé une grande partie de ma vie dans l'état militaire, en voyages, & principalement dans les états du nord ; il eft inconcevable pour moi, qui ai connu perfonnellement les princes, les grands, les miniftres, qui ont joué, & ceux qui jouent les principaux rôles dans ces contrées, qu'ils aient pu fe laiffer féduire par les princes français & par les émigrés de cette nation, qui font fi généralement renommés par leur ignorance, par leur immoralité, par leurs défordres de toute efpèce, & fur-tout par leur orgueilleux dédain pour les étrangers ; comment des fots ont-ils pu égarer le jugement de tant de fages, même le vôtre, monfeigneur, puifque vous avez accepté la commiffion de fervir leur caufe à la tête des armées réunies des maifons d'Autriche & de Brandebourg ? Vous avez donc tous été trompés par fes mécontens ? fans doute ils vous ont fait accroire que la France étoit déchirée par des factions, & que la guerre civile éclateroit dans toutes fes provinces, auffitôt que les troupes étrangères attaqueroient fes frontières. En vous affurant, avec vérité, qu'ils avoient des intelligences à la cour de Louis XVI, dans tout le royaume, & fur-tout dans les villes fortes, dont les commandans & les officiers ne manqueroient pas de livrer les fortereffes aux troupes allemandes,

ces émigrés auroient dû vous dire aussi, qu'il existoit dans toutes ces places, des municipalités, des magistrats du peuple, remplis de zèle pour le nouvel ordre de choses, & qui surveilloient jour & nuit ces commandans, ces officiers, dont ils rendoient les tentatives inutiles.

Ils vous ont bien trompé, monseigneur, ces émigrés, en vous disant que vous n'auriez à combattre qu'une poignée de factieux; cette poignée consiste dans les 19 vingtièmes de la nation, éprise du plus violent amour pour une nouvelle divinité, à laquelle les français donnent le nom de *Liberté*; les pères & les fils, les filles & les femmes font, à cette idole, toutes sortes de sacrifices; chacun offre sa fortune & ses bras pour la défense de sa patrie, chacun souffre gaiement pour elle les fatigues, la misère & la mort.

La révolution, qui a mis la couronne britannique sur la tête du Prince d'Orange, avoit fait en Angleterre un grand nombre de mécontens; un quart de la nation étoit pour Jacques Stuart. Pendant la révolution des Anglo-américains, un tiers des habitans étoit pour la métropole; cependant une foible majorité fut assez forte pour soutenir la révolution dans ces deux états; comment donc celle de France ne se soutiendroit-elle pas avec une majorité qui est presque une unanimité?

Je ne suis, Monseigneur, ni Allemand, ni Français, ni Démocrate, ni Aristocrate; étranger à tous les partis, je vois les objets sans partialité; calme au milieu des orages, j'examine tout avec une raison froide & sans nuages; ami des hommes en général, j'ai une véritable estime pour la plupart des Princes du nord, parce qu'ils se conduisent bien autrement que ceux du midi; j'ai une

vénération particulière pour V. A. S. & j'ose lui affirmer que l'entreprise dont elle s'est chargée, est au-dessus des forces humaines.

Vous avez mérité, monseigneur, la plus brillante réputation, comme capitaine; vous en avez mérité une plus flateuse, comme souverain, en gouvernant vos peuples avec une sagesse admirable; ne risquez pas, monseigneur, de flétrir vos lauriers, de perdre votre gloire, d'effacer du temple de mémoire un nom qui doit y rester comblé d'honneurs & de bénédictions, si vous ne l'obcurcissez pas par une guerre de tyrans, aussi injuste qu'impolitique, puisqu'elle a pour but essentiel, ainsi que le remarque très-judicieusement, le sage régent de la Suede, d'*élever de nouvelles barrières entre les trônes & les peuples.*

Le meilleur moyen pour les Princes étrangers de préserver leurs États de ce qu'ils nomment le *mal français*, c'est de réformer les abus de leurs administrations; d'abandonner les français à eux-mêmes, & de les laisser vuider leurs querelles entr'eux; le plus sûr moyen aussi pour ces Princes d'attirer des révolutions dans leurs états, c'est de prendre part à celle de france, & d'envoyer à cette école leurs soldats, qui bientôt y prendront des principes révolutionnaires, comme déserteurs ou comme prisonniers, & les reporteront chez eux.

Seroit-ce le désir de venger la royauté outragée, qui auroit déterminé cette coalition de Potentats contre les Français? Il est trop tard, monseigneur; s'il y avoit quelque tentative à faire à ce sujet, c'étoit dès les premiers instans de la révolution, lorsque le plan n'en étoit qu'ébauché, avant que l'opinion publique à cet égard fût formée, avant que le peuple connût ses droits

& ſes forces, avant qu'il fût engoué de ſa nouvelle idole. La royauté, toujours digne du plus profond reſpect dans les monarques eſtimables, fut outragée dans tous les pays, lorſque ceux qui en étoient revêtus ſe rendirent mépriſables par leur inconduite, haïſſables par leur tyrannie, lorſqu'ils préférèrent l'indolence au travail, l'arbitraire à la juſtice, la violence à la modération, le vice à la vertu. Il n'eſt arrivé à Louis XVI, à ſa femme, aux Princes de ſa maiſon, que ce qui étoit déja arrivé à une foule d'autres ſouverains qui avoient avili, comme eux, leur rang auguſte par toutes ſortes d'excès & de turpitudes. Croyez-vous, monſeigneur, que les Français ſi doux, ſi exceſſivement idolâtres de leurs Rois, vous euſſent jamais manqué de foi, de ſoumiſſion & d'attachement, ſi vous euſſiez été aſſis ſur leur trône?

Vous avez viſité, monſeigneur, les différens États de l'Europe; à votre retour de France, où vous avez été juſtement admiré & chéri, où vous aviez obſervé les princes, les grands & les miniſtres, vous avez dit, que *la cour de Verſailles étoit le ſéjour de tous les vices, de tous les déſordres*; comme vous avez dit des États du roi de Sardaigne, que c'étoit le pays où vous aviez vu *les places les plus fortes, & les troupes les plus mauvaiſes, les plus mal diſciplinées;* comment donc pourriez-vous eſtimer aujourd'hui ces mêmes perſonnages, que vous avez ſi juſtement mépriſé, lorſque vous les avez vu de près!

Depuis que vous êtes dans le voiſinage de la France, comment n'avez-vous pas encore reconnu, monſeigneur, qu'on vous en a impoſé, en vous aſſurant que la guerre civile y commenceroit, dès que vos troupes en approcheroient? Comment ignorez-vous encore que depuis

là

la révolution, les Français n'ont pas été plus unis, plus énergiques, plus patriotes, que depuis qu'ils ont vu vos armées s'avancer ſur eux ? Semblables aux Romains qui mirent à l'enchère les champs où campoit Annibal, les Français ont acheté très-chèrement les biens nationaux ſitués dans les contrées qui doivent être foulées par vos légions, dans le cas où vous voudriez réaliſer le très-grand projet de venir à Paris; ce fait mérite votre attention, monſeigneur, daignez obſerver auſſi que les plus vigoureux décrets de l'Aſſemblée nationale ont été rendus depuis qu'elle a ſçu votre arrivée ſur ſes frontières; que les Pariſiens, bien loin d'être intimidés par les horreurs dont on les menace, s'ils mécontentent leur Roi, diſcutent tranquillement ſa déchéance dans leurs comités; que ſur les quarante-huit ſections de la Capitale, quarante-ſept ont déjà préſenté leur vœu pour cette déchéance à l'Aſſemblée nationale, & que ce redoublement d'énergie annonce que votre entrée en France, monſeigneur, bien loin de faire tomber les Français aux pieds de Louis XVI, ne pourroit que précipiter le détrônement de ce Prince.

Si l'on vous inſtruiſoit avec fidélité, monſeigneur, des diſpoſitions du Peuple Français, on vous diroit que ce Peuple, continuellement trompé & travaillé par les émiſſaires du château des Tuileries, & mainte-fois au moment de donner dans les piéges qu'on lui tendoit pour le perdre, en lui faiſant commencer la guerre civile, il a ſuffi, chaque fois, d'un ſeul mot de ſon magiſtrat pour l'arrêter, pour le faire rentrer dans l'ordre.

Les Pariſiens étoient fort ennuyés d'être privés, depuis pluſieurs ſemaines par Louis XVI, de la promenade du jardin des Tuileries; ils étoient excités par les malveillans

d'en forcer les portes ; ils alloient le faire ; un mot de leur Magiſtrat les a fait retirer. On leur a depuis rendu par décret, la jouiſſance d'une terraſſe de ce jardin, qui eſt contigüe à la ſalle de l'Aſſemblée nationale ; auſſitôt le Roi piqué, a voulu rendre la jouiſſance du jardin entier, le Peuple l'a refuſé ; il a ſéparé la terraſſe du reſte du jardin par un ſimple ruban qui ſert de barrière, & que chacun reſpecte.

Ces détails exacts, qui font connoître le grand caractère de cette Nation, vous prouvent en même temps, monſeigneur, que ce Peuple n'eſt point indocile, & qu'il obéit facilement à une autorité légitime qui ſait commander.

Depuis quelques jours la voix publique ne ceſſe de répéter que vous vous propoſez, Monſeigneur, de venir dicter des loix à la France, au ſein même de ſa Capitale : V. A. S. ne croit pas ſans doute qu'on puiſſe faire trembler Paris comme Berlin, avec un petit corps de troupes, tel que fut celui de Hadick ? & comment, n'ayant en votre pouvoir aucune place forte, aucun magaſin dans l'intérieur du Royaume, une grande armée pourroit-elle y ſubſiſter ? Eſt-ce en fourageant comme nous le fîmes pendant la guerre de ſept ans, en Bohême, dans la Siléſie, la Saxe, la Luſace ? Mais, Monſeigneur, les fourageurs Pruſſiens & Autrichiens, ainſi que les vôtres, n'avaient rien à craindre de la part des payſans de l'Allemagne, accoutumés depuis ſi longtems à ces avanies, & toujours tremblans à la voix & ſous le bâton des ſoldats ; il n'en ſerait pas de même des Français, qui n'ont jamais éprouvé ces brigandages, & qui, depuis le 14 juillet 1789, ne ſeraient pas d'humeur de les ſouffrir. Les habitans des campagnes, réunis à ceux des villes,

armés de toutes pièces, & conduits par leurs Officiers Municipaux, tomberaient ſur vos fourageurs, les tueraient, ou plutôt ils en favoriſeraient la déſertion, pour laquelle les troupes Allemandes & ſur-tout les Pruſſiennes ont beaucoup de penchans. Eh ! Monſeigneur, combien ce penchant doit augmenter, depuis le Décret qui leur aſſure la liberté, la fortune & le bonheur en France ! ce Décret doit vous faire faire de ſérieuſes réflexions. Vous feriez donc obligé, Monſeigneur, de traîner avec votre artillerie, une multitude de chariots chargés de vivres & de fourages, qui tiendraient un eſpace de plus de deux lieues, & ce convoi, exceſſivement diſpendieux, expoſé ſur la route au pillage, à l'incendie, au maſſacre, affoiblirait beaucoup votre armée.

Suppoſons que vous parvinſſiez, Monſeigneur, à amener une grande armée à Paris, votre tâche ne ſerait pas remplie ; vous y trouveriez au moins un million d'hommes robuſtes & bien armés, parce que Paris, par ſa conſommation, faiſant vivre les habitans de vingt lieues à la ronde, ils ont le plus grand intérêt de voler à ſon ſecours, & de lui porter des ſubſiſtances qui vous manqueraient. 200 mille hommes ne vous ſuffiraient pas pour empêcher cette communication avec une ville de ſi grande étendue ; que de riſques vous courriez, Monſeigneur, au milieu de ce peuple immenſe, enivré du fanatiſme de la liberté ! & ne pourrait-il pas s'y trouver quelque Scévola ? à coup ſûr, Monſeigneur, les Français ne reſſembleraient point à ceux que vous avez battus autrefois, ni à vos dociles & paiſibles Allemands.

Je ſuppoſe encore, Monſeigneur, que vous ſoumettiez les Pariſiens, cela ne ſuffirait pas pour opérer une contre-révolution en France ; car pendant que vous

les enchaîneriez, les autres Départemens vous prépareraient des fers; votre retraite pourrait devenir plus difficile que celle des dix mille de Xénophon, & vous pourriez y perdre l'honneur & la vie. On peut ſuppoſer auſſi la défaite de vos armées, par des combats & des déſertions; & dans ce cas, les pertes de la Pruſſe ne feraient-elles pas infiniment plus grandes & moins réparables que celles de l'Autriche, & ne reſterait-il pas à celle-ci aſſez de reſſources pour profiter de la faibleſſe de ſa rivale, & pour ſe dédommager de ſes propres pertes en lui reprenant la Siléſie ?

Monſeigneur, j'ai dit au roi de Pruſſe, que la France & la Pologne étaient ſes alliées naturelles & néceſſaires; déjà pour avoir dédaigné mes conſeils, la Pologne ne peut plus lui être utile. S'il étoit poſſible que V. A. S. ruinât la France, la Pruſſe n'aurait plus aucun ſecours à eſpérer en cas de beſoin, & les Cours de Vienne & de Pétersbourg partageraient ſes dépouilles quand il leur plairait.

Monſeigneur, les circonſtances actuelles offrent de grandes & brillantes deſtinées au Souverain le plus ſage, le plus éclairé, le plus eſtimé de l'Europe; ne riſquez pas de perdre dans un moment malheureux, des avantages incalculables. Croyez à un homme éclairé par l'âge, la réflexion & l'expérience, ſur les vrais intérêts actuels des Princes de l'Europe, & particulièrement ſur les vôtres; renoncez à une entrepriſe qui n'eſt fondée que ſur des renſeignemens infidèles, ſur les faux calculs de paſſions aveugles, ſur l'abominable eſpérance d'une guerre civile qui ne peut avoir lieu, parce qu'il eſt impoſſible à ceux qui la déſirent d'armer en leur faveur un peuple idolâtre de la liberté, & que des Prêtres, des Nobles, des gens

de robe & de plume, ne ſont point des inſtrumens propres à l'exécution d'un pareil projet ; renoncez donc, Monſeigneur, à des tentatives qui reſſembleraient à celles de Dom Quichotte, & qui terniraient votre réputation.

Enfin, Monſeigneur, ne dédaignez pas les conſeils d'un homme qui ne fut jamais courtiſan de perſonne, qui ne vous demande rien pour lui-même ; qui vous aime, parce qu'il vous a connu perſonnellement, qui ne craint que de vous voir égaré ſur une fauſſe route, & qui voudroit de tout ſon cœur vous voir prendre celle du bonheur que vous pouriez partager avec des millions d'hommes.

Je ne puis, & ne dois pas m'expliquer plus clairement avec un Prince qui a autant de lumières que vous, Monſeigneur, & je ſuis heureux, ſi les vérités contenues dans cette lettre, diſſipent les nuages qui ſemblaient obſcurcir le vaſte horizon de votre heureux génie.

---

## SECONDE LETTRE
### *AU DUC DE BRUNSWICK.*

Le 11 août.

MONSEIGNEUR,

Je vous ai dit dans ma précédente, que les émigrés, les plus lâches des hommes, avoient trompé votre alteſſe ſéréniſſime, en lui perſuadant qu'elle pouvoit intimider les Français, & ſur-tout les Pariſiens, par de violentes menaces.

Je vous ai obſervé, monſeigneur, que l'Aſſemblée Nationale de France, quoiqu'en partie corrompue par la liſte civile, avoit rendu les décrets les plus vigoureux, & que l'énergie des troupes Françaiſes s'exaltoit de plus en plus, à meſure que les armées ennemies s'approchoient de leurs frontières, & depuis qu'on connoiſſoit votre manifeſte en France.

Je vous ai prédit, monſeigneur, que vos menaces ne feroient qu'incendier les têtes des Français, qu'allumer davantage leur courage, & que compromettre la ſûreté de Louis XVI : cette prédiction eſt accomplie ; & vous allez juger, qui des émigrés ou de moi, vous a dit la vérité ; qui d'eux ou de moi, vous a témoigné plus d'eſtime & d'intérêt pour votre gloire.

Dès-que vos nouvelles notes ont été connues à Paris, monſeigneur, la fermentation y eſt devenue terrible. Le peuple eſt devenu furieux contre la cour, & a demandé à grands cris la déchéance du Roi, chef de tous ſes ennemis. La cour a d'abord cherché à calmer les eſprits, en faiſant dénoncer à l'Aſſemblée Nationale votre manifeſte comme apocryphe ; mais l'opinion publi-

que, déjà formée, vous accusoit, monseigneur, d'avoir signé cet acte & son supplément, & le lénitif de la cour, regardé comme une nouvelle imposture insidieuse, n'a fait qu'augmenter la défiance & le mécontentement général : dès que la cour s'en est apperçu, elle a résolu d'exécuter son projet, tant de fois manqué, depuis trois ans, de faire massacrer les Parisiens, & de faire mettre le feu au quatre coins de leur ville ; elle comptoit pour le succès de cette nouvelle conspiration, sur dix-huit cents gardes du corps licenciés, sur une multitude de chevaliers-poignards & de prêtres fanatiques ; sur les bataillons des gardes nationaux des filles Saint-Thomas, & d'Henry IV, sur la plupart des officiers de cette garde, & sur deux mille suisses, parfaitement exercés & disciplinés.

Le dix du courant, à sept heures du matin, le Roi qui avoit rassemblé son armée dans le jardin des Thuileries, en a fait la revue, il a passé dans tous les rangs, il a fait distribuer du vin & de l'argent à ses satellites ; il les a exhortés à massacrer le peuple qui venoit demander leur expulsion de Paris, & la déchéance du trône pour lui-même. Les satellites ont répondu par des cris de *vive le roi, au f. . . . . la Nation ;* une partie du peuple, témoin de cette revue & de ces imprécations, a répliqué par des cris de *vive la Nation, vive Pétion, périssent les traitres.* Intimidé par ces cris, le Roi est rentré dans son palais avec ses courtisans ; une partie de son armée est restée dans le jardin, avec des canons chargés à mitrailles ; une autre partie des royalistes s'est fortifiée dans le château, les suisses se sont retirés dans les cours où étoient leurs canons & leurs casernes, qui n'existent plus, parce qu'elles ont été brûlées hier : enfin, le Roi suivi de quelques courtisans, s'est réfugié

avec sa famille, dans la salle de l'Assemblée Nationale, où sans approbation ni murmures, on lui a donné une tribune pour retraite : M. d'Affri, commandant des suisses, qui avoit accompagné le Roi, lui a demandé, en le quittant, *Sire, est-ce votre dernier mot, oui*, a répondu le Roi : *allez, faites votre devoir.*

Les Parisiens, au nombre d'environ deux cens mille, formés en bataillons composés de gardes nationaux, & d'hommes à piques, sont arrivés au carousel & aux champs-élisées; des suisses, sous l'apparence de l'amitié les ont abordés, les ont embrassés, & leur ont conseillé de forcer les portes du château, en leur promettant de se joindre aussi-tôt à eux ; les patriotes ont suivi ce perfide conseil, aussi-tôt une décharge de toute l'artillerie royale a fait un horrible carnage, c'étoit le dernier mot du roi, *ultima ratio regum.* Les patriotes, furieux de cette infâme trahison, ont à l'instant riposté par plus de cent mille coups de fusil, & de plus de 50 pièces de canons, braqués sur le château dans le carousel, sur le pont-royal & dans la place de Louis XV. Les suisses se sont défendus comme des lions, ils ont pendant plus d'une heure, fait un feu continuel par les croisées du château, & par des trous pratiqués exprès dans leurs casernes; mais à l'exception de cent cinquante qui sont en prison, & qui doivent être jugés par une cour martiale, tout le reste a été massacré, ainsi que les royalistes qui étoient dans le château & dans le jardin, excepté beaucoup d'officiers qui se sont sauvés. Enfin tous les meubles de l'appartement de la reine, ont été brisés & jettés par les fenêtres.

Je vous observe, monseigneur, que l'armée des Parisiens étoit sans chef, & que, pour préserver leur maire

chéri, de tout accident, de toute reſponſabilité pendant cette nouvelle révolution, ils avoient pris la précaution, la veille de le ſuſpendre de toutes fonctions, ainſi que le Procureur, de la Commune, qu'ils leurs avoient donné une garde ſûre de quatre cens hommes dans l'hôtel de la mairie, & qu'ils les ont rétablis dans leurs fonctions, dès que la criſe a été paſſée. Ce trait donne à cette révolution un caractère unique de grandeur qui doit vous faire une forte impreſſion, monſeigneur, & voici d'autres faits qui ne ſont pas moins admirables.

Tout ce qu'il y avoit de richeſſes en or, en argent, en diamans, en monnoies & en aſſignats, dans le château des Thuileries, a été porté, partie à l'Aſſemblée nationale, & partie dans les bureaux voiſins des ſections, qui en ont donné leurs récépiſſés à l'Aſſemblée; & par qui ces actes de fidélité ont-ils été faits ? c'eſt préciſément, monſeigneur, par cette claſſe d'hommes que les nobles appellent la *canaille*, & que maintenant on nomme les *Sans-Culottes*.

La famille royale a été témoin qu'un de ces hommes de travail, a apporté ſur le bureau de l'Aſſemblée, un ſac de 800 livres en écus; il a demandé en grace qu'on comptât tout-de-ſuite ce qui étoit dans le ſac, afin que le roi, préſent, pût atteſter ſa fidélité.

Un autre ouvrier a apporté de la vaiſſelle d'argent; un autre, un porte-feuille contenant pour dix-huit-cents mille livres d'aſſignats: un autre a apporté une montre d'or à répétition, avec vingt-ſept louis d'or qu'il avoit trouvés dans les poches d'un officier ſuiſſe qu'il avoit tué. Il faudroit un volume pour recueillir tous les faits de ce genre, qui ont éclaté au milieu de tant d'horreurs.

Sans doute il étoit impoſſible qu'il ne ſe trouvât des

pillards dans une ſi grande foule, mais au milieu du plus grand déſordre, la police ſe faiſoit, & la juſtice ſe rendoit par ces mêmes Sans-Culottes, mieux qu'elles ne le furent jamais dans les temps les plus tranquiles par les agens du gouvernement ſous l'ancien régime. Plus de cinquante voleurs, pris en flagrant délit, ont été, ſur le champ, tués ou pendus aux réverbères, & leurs vols portés à l'Aſſemblée. Ce même peuple continue de faire la chaſſe la plus vigoureuſe aux brigands, dont la cour avoit infeſté la capitale, en leur promettant le pillage des maiſons des Patriotes.

On met les ſcellés, & l'on fait les recherches les plus exactes dans les maiſons royales, & dans celles des anciens miniſtres, des fonctionnaires publics & royaliſtes, & d'autres gens ſuſpects. On a trouvé dans le ſecrétaire du roi, & dans les papiers de l'intendant de la liſte civile, les mémoires de ce que Louis XVI a dépenſé pour Coblents, pour fomenter les troubles dans le royaume, pour faire imprimer des écrits incendiaires, pour contrefaire, falſifier & diſcréditer les aſſignats.

Les ſtatues des anciens rois de France ſont briſées, elles vont être converties en canons, pour ſoutenir la liberté françaiſe, & les places publiques de cette nation ne ſeront plus décorées que de ſes vertus & de ſes triomphes. Voilà, monſeigneur, des actes qui paſſeront à la poſtérité.

Pouſſé par la curioſité, j'ai voulu être témoin de tout ce dont je vous inſtruis, monſeigneur; j'ai vu, un inſtant avant le combat, une demoiſelle aimable & jeune encore, un ſabre à la main, montée ſur une pierre, & je l'ai entendu haranguer, la multitude ainſi qu'il ſuit.

*Citoyens! .... l'Aſſemblée Nationale a déclaré que la*

*Patrie étoit en danger, qu'elle étoit dans l'impuissance de la sauver, que son salut dépendoit de vos bras, de votre courage, de votre patriotisme ; armez-vous donc, & courez au château des Thuileries : c'est-là que sont les chefs de vos ennemis, exterminez cette race de vipères, qui depuis trois ans ne fait que conspirer contre vous ; songez que dans huit jours vous serez exterminés, si vous ne remportez pas aujourd'hui cette victoire ; choisissez, entre la vie ou la mort, la liberté ou l'esclavage ; respectez l'Assemblée Nationale, respectez les propriétés, faites justice vous-mêmes des pillards, & partons.*

Aussi-tôt des milliers de femmes se sont précipitées au milieu de la mêlée, les unes avec des sabres, les autres avec des piques, j'en ai vu plusieurs, tuer elles-mêmes des suisses, d'autres encourageoient leurs maris, leurs enfans, leurs frères. Plusieurs de ces femmes ont été tuées, sans que les autres en fussent intimidées ? je les ai entendu s'écrier ensuite : *qu'ils viennent ces prussiens, ces autrichiens, nous perdrons beaucoup de monde, mais pas un de ces J. F. ne s'en retournera.*

Et vous compteriez sur de pareilles femmes, monseigneur ! Combien je vous ai désiré hier à côté de moi, afin que vous connussiez l'intrépidité de ces Parisiens, des Marseillois, des Brestois & de leurs héroïnes ! Vous seriez maintenant fortement indigné contre vos protégés. Au surplus, ces récits ne doivent point vous étonner, monseigneur, si vous vous rappelez que la veille de la prise de la Bastille, ces mêmes Parisiens, sans armes, ont mis en fuite l'armée royale de Broglie, forte de trente mille hommes au moins, & munie de l'artillerie la plus formidable.

Respectez, monseigneur, une pareille Nation ; ne la

traitez pas comme une poignée de brigands, & désavouez les outrages que vous lui avez adressées.

La famille royale est restée dans la salle de l'Assemblée jusqu'à trois heures du matin, qu'on la conduite dans un appartement voisin, en attendant que celui du Temple fût préparé pour la recevoir, & elle y a été transportée au milieu des huées du Peuple. Cette famille a été témoin de nouvelles accusations contre elle, de ce qu'on a décrété pour la dépouiller de tout moyen de nuire, & des précautions qu'on a prises pour prévenir & empêcher les trahisons qu'elle avoit préparées dans l'armée, dans les places fortes, & dans les corps administratifs.

Tels sont les effets qu'a produit votre manifeste, monseigneur & le supplément; croyez-vous que la famille royale de France & les émigrés vous aient de grandes obligations? L'événement d'hier a beaucoup diminué le nombre des royalistes; s'il y en a encore dans Paris, certainement ils n'oseront plus se montrer; d'ailleurs la royauté dépouillée de la liste civile, n'a plus d'attraits pour ces gens-là.

Je vous le repète, monseigneur; je ne conçois pas qu'on ait pu vous déterminer à défendre une si mauvaise cause, & à signer des écrits aussi impolitiques, aussi indécens; il est encore temps, reconnoissez les erreurs dont on vous a enivré, & désavouez vos menaces outrageantes; on ne parle point un pareil langage à une Nation de vingt-sept millions d'hommes, dont plus de six millions sont armés. A une Nation pleine d'énergie, d'honneur, de lumières, & d'un orgueil bien placé. En entendant vos menaces, monseigneur, on seroit tenté de croire que vous aviez déjà gagné sept ou huit batailles, & pris trois ou quatre places fortes en France. Ce

n'étoit pas ainsi que parloit Alexandre après sa victoire d'Arbelles; dans leurs harangues énergiques, les Romains ne parloient qu'avec ménagement à leurs ennemis. Un héros, même au sein de la victoire, ne doit s'expliquer qu'avec dignité, il doit éviter les fanfaronades deshonorantes; c'est toujours une folie d'insulter une Nation; c'est une démence de l'insulter avant de l'avoir vaincue; c'est une bassesse de l'insulter après.

Celui qui vous parle ainsi, monseigneur, a plus de cinquante ans; il est sans passion, sans partialité; il a fait la guerre sanglante de sept ans; il connoît l'art militaire; il connoît les hommes; il a vu, il a observé, il connoît parfaitement tout ce dont il vous entretient. Il affirme à votre altesse sérénissime, comme une vérité de la plus haute importance pour sa gloire, que la cause qu'elle veut défendre, est excessivement mauvaise; qu'elle ne l'a embrassée que par erreur; que ses spéculations hostiles ne sont fondées que sur des mensonges, des absurdités, des injustices, sur les idées les plus fausses du caractère de la Nation Française, de ses hommes, de ses femmes, de ses jeunes gens, de ses vieillards, qui tous, méprisent les blessures & la mort.

Dessillez vos yeux, monseigneur, & dessillez ceux des despotes que vous servez. C'est le génie tutélaire des Nations qui conduit la révolution qu'on vient d'achever à Paris; ce génie de la justice ne veut pas que des peuples entiers soient impunément opprimés par une poignée de tyrans; il veut venger les crimes des grands; il veut effrayer, par un grand exemple, ceux qui seroient tentés à l'avenir de suivre leurs traces.

Pour toute sorte d'intérêts publics, & sur-tout pour les vôtres, monseigneur, ne dédaignez pas mes

conſeils ; bien loin d'obliger les émigrés, vous leur feriez perdre toute reſſource. Au lieu d'opérer une contre-révolution en France, vous pourriez fomenter des révolutions dans toute l'Europe ; en croyant ſervir la royauté, dont Louis XVI vient d'ouvrir le tombeau, il ſe pourroit que vous lui portaſſiez le coup le plus mortel : enfin, loin de vous couvrir de gloire, vous pourriez perdre, avec la vie, la haute réputation que vous avez acquiſe, & ne laiſſer à la poſtérité qu'un nom couvert d'opprobre. Tels ſont les dangers auxquels vous vous expoſeriez, monſeigneur, en ſuivant de mauvais conſeils ; puiſſai-je être aſſez heureux pour vous les faire éviter.

---

# LETTRE
## AU ROI
## DE SARDAIGNE.

Paris, le 1er Septembre 1792.

SIRE,

VOTRE maiſon qui règne depuis 792 ans, n'a eu ni tyrans, ni princes doués d'un grand caractère, à l'exception de Victor-Amédée, votre ayeul, & le premier roi de votre race, qui réuniſſoit au cœur le plus magnanime, le génie le plus entreprenant ; talens & qualités avec leſquels ce prince auroit pu opérer une grande révolution dans le ſyſtême politique de l'Europe, ſi les circonſtances avoient ſecondé ſes deſſeins hardis.

La plupart de vos ancêtres, ſire, ont plus brillé par leur intrépidité, par leur capacité pour le commandement des armées, par l'art de traiter avec dextérité les affaires étrangères, & par leur modération dans l'exercice de leur autorité, que par la ſageſſe de leur gouvernement ; car jamais on ne regardera comme ſage, un gouvernement qui ne fut point fondé ſur une conſtitution capable de garantir aux gouvernés la jouiſſance de leurs droits naturels ; un gouvernement, où les loix, les impôts & toutes les inſtitutions bleſſoient la propriété des biens,

la liberté des actions, la sûreté de la vie, de l'honneur & de la réputation ; un gouvernement enfin, où toutes les parties de l'administration étoient dirigées en sens contraire aux principes de la science de l'économie politique.

Ce ne fut donc, sire, que par des talens & des qualités personnelles, que quelques chefs de votre maison surent mériter, même avant l'accroissement de domination qu'ils ont obtenu dans ce siècle, l'estime, la confiance & la considération de quelques grandes puissances de l'Europe, qui les choisirent pour médiateurs dans leurs traités de paix ; & ce fut parce qu'ils avoient des principes d'humanité, dans les siècles barbares de la féodalité, que quelques peuplades voisines se donnèrent à eux pour qu'ils les protégeassent contre les brigands & féroces châtelains qui les désoloient. Ces princes, avec des états très-bornés, surent amasser des trésors, en évitant les dépenses inutiles, & en épargnant sur leurs revenus ; mais leur sol, d'une fertilité prodigieuse, les auroit enrichis bien davantage, & ils auroient enrichis leurs sujets, au lieu de les appauvrir, s'ils avoient été capables d'une bonne administration.

Vos ancêtres, sire, suivirent constamment un plan d'aggrandissement, mais ce ne fut qu'en se contentant d'ajouter à leurs domaines ; ceux que leur donnèrent quelques potentats en reconnoissance des services qu'ils leurs avoient rendus ; jamais ils n'eurent de plus grande vues ; aucun d'eux n'eut l'ambition d'acquérir une puissance suffisante pour n'avoir plus à craindre de forces supérieures ; & tous, excepté votre ayeul, sire, manquèrent de l'énergie nécessaire pour sortir du rang inférieur que vous occupez encore parmi les souverains.

Quatre

Quatre fois, ſire, votre maiſon a manqué l'occaſion de devenir une puiſſance du premier ordre :

La première s'eſt préſentée à Amédée VI, ſurnommé le *Comte-Verd ;* ce prince auroit pu devenir un grand monarque, s'il avoit ſu profiter de la détreſſe où la France étoit pendant l'empriſonnement du roi Jean.

Si, deux ſiècles après, Charles III. avoit eu moins d'érudition, de ſuperſtition & plus de fermeté, il auroit pu tourner, à ſon avantage, les réformes de Luther & de Calvin. En protégeant les partiſans de la liberté religieuſe, qui étoient ſi nombreux dans l'Italie, il auroit pu renverſer l'égliſe dominante, la puiſſance de ſon clergé, s'emparer de cette ſuperbe contrée, & devenir un des plus grands princes de l'Europe : aidé des peuples Italiens, Charles auroit facilement bravé l'Eſpagne, la France & l'Europe entière; il auroit d'ailleurs trouvé des alliés sûrs dans les princes qui avoient déjà embraſſé la réforme.

Charles-Emmanuel votre père, ſire, a manqué la troiſième occaſion de ſortir de la claſſe inférieure des rois. Les armées de Marie-Thérèſe avoient été défaites à la bataille de Leiden, en décembre 1757 : malgré ſes nombreux alliés, cette princeſſe ſe défendoit, avec beaucoup de peine, contre le grand Frédéric, plus redoutable par les reſſources inépuiſables de ſon génie, que par ſes forces réelles. Si votre père, ſire, avoit cédé aux inſtances réitérées que lui faiſoit le cabinet de Saint-James, il auroit pu s'emparer en 1758, non-ſeulement du Milanais, qui étoit entièrement à ſa bienſéance, ainſi que des États de Modène, de Parme & de Toſcane, mais auſſi de ceux de l'égliſe & du royaume de Naples, qui étoient preſque ſans défenſe,

&, lorſqu'il auroit été maître de toute l'Italie, quelle puiſſance auroit pu lui nuire ? Cette contrée, par ſon inépuiſable fertilité, lui auroit fourni des moyens plus que ſuffiſans pour la conſerver ; & ſi à la paix, il y avoit eu raiſon de céder une partie de cette conquête, il en auroit au moins conſervé la portion la plus importante, & il auroit eu la gloire de fonder une nouvelle puiſſance, dont votre majeſté ſeroit revêtue. Votre père, ſire, quoique dur & courageux, s'effraya de difficultés futiles qu'il auroit facilement applanies, s'il avoit eu un génie élevé ; il voulut qu'on n'attribuât qu'à ſa juſtice & à ſa loyauté, la foibleſſe de ſa conduite dans ces circonſtances, mais, c'eſt toujours envain que les rois prétendent en impoſer ſur leurs ſentimens, ils ſont toujours les hommes les mieux connus ; tôt ou tard la ſévère équité prononce leur arrêt ſans appel, & la vérité eſt, que ce ne fut que par puſillanimité que votre père réſiſta aux ſollicitations de la Cour de Londres.

Enfin, c'eſt vous-même, ſire, qui avez manqué la quatrième occaſion de vous élever à la hauteur dont je viens de vous donner l'idée. Dans la criſe où ſe trouve actuellement l'Europe, vous auriez pu vous procurer de grands avantages, ſi vous aviez ſeulement ſuivi le plan de conduite, que vous avoit tracé votre père ; & vous auriez pu devenir un grand prince, ſi vous aviez ſuivi les conſeils d'un homme éclairé dans la ſcience du gouvernement, particulièrement inſtruit de vos intérêts, & cet homme, c'eſt moi. Je vous étudiois à Turin depuis quelques mois, lorſque vous êtes monté ſur le trône ; le peu d'ordre que vous mettiez dans vos dépenſes, le peu de jugement que vous montriez

dans la difpenfation de vos générofités & dans le choix de vos confidens, me firent prévoir dès-lors les défordres de votre règne. Cependant, comme vous paroiffiez convaincu de l'amélioration dont la culture des États Sardes étoit fufceptible, & difpofé à faire cette utile conquête, cette efpérance jointe au défir que j'avois de vous aider à faire le bien, me déterminèrent à tracer le plan de gouvernement qui convenoit à votre fituation, & dont l'éxécution étoit d'autant plus facile alors, que votre père vous laiffoit 40 millions dans le tréfor, un revenu de 30 millions, & pas un fous de dette; je remis ce plan à un de vos miniftres, en le priant de vous le communiquer; s'il vous en a donné connoiffance, fire, vous n'en avez fait aucun ufage; &, s'il vous l'a caché, c'eft que peut-être il l'a trouvé peu concordant avec vos malheureufes inclinations pour le defpotifme & pour la profufion; inclinations qui font ordinairement cultivées avec le plus grand foin dans les monarques par leurs miniftres & leurs courtifans.

Bientôt je prouverai, fire, par le tableau hiftorique de votre règne, que je n'ai pas ceffé de vous obferver, & que j'ai la connoiffance la plus exacte de votre conduite & de toutes vos affaires; aujourd'hui je me hâte de vous fecourir par des vérités, qui, quelques dures qu'elles foient, doivent opérer votre falut, fi vous ne les confultez que dans le fein de votre famille.

Pourquoi, fire, voit-on encore dans le pays le plus favorifé par la nature, dans le Piémont, dans le Canavèfe & jufques aux portes de Turin, des friches, des bruyères qui pourroient être facilement converties en excellentes prairies artificielles?

Pourquoi avez-vous rejetté les projets qui vous ont été tant de fois préſentés pour la confection de canaux de navigation & d'arroſement, leſquels auroient fertiliſé des terrains immenſes, qui ne demandent que de l'eau, & qui auroient facilité le tranſport & la communication des productions brutes & manufacturées de votre territoire ? projets ſi faciles à exécuter dans un pays ſi riche en rivières & en ruiſſeaux de toute grandeur.

Pourquoi avez-vous rejetté l'offre des Génevois, qui vous propoſoient de rendre l'Arve navigable, & de rendre exploitables, par ce moyen, les forêts de la Tarentaiſe, dont les bois pourriſſent ſur pied, faute de débouchés, & qui ſeroient devenues une ſource de travaux & de richeſſes pour les pauvres habitans de la Savoie ?

Pourquoi avez-vous préféré de favoriſer huit ou dix ſeigneurs qui, par ignorance, ou par une abſurde cupidité, craignoient que l'exploitation des forêts de la Tarentaiſe ne diminuât le produit de celles qu'ils poſſèdent dans le Chablais ? forêts qui leur rendroient vingt fois davantage, ſi elles étoient converties en terres à bled. En faiſant le bien des Génevois, dans la bourſe deſquels vous puiſez ſi fréquemment, vous auriez fait celui des bons & laborieux Savoiſiens, livrés depuis long-temps à la rapacité & à la brutalité de vos Piémontais.

Pourquoi, ſire, avez-vous abandonné votre grande île de Sardaigne à des vices-rois, & à des prêtres, qui n'ont fait que la ſtériliſer & la dépeupler de plus en plus. En donnant à ſes habitans la liberté de conſcience, & celle du commerce & de l'induſtrie, en

aboliſſant les règlemens qui les ruinent, en faiſant eſſarter leurs forêts, deſſécher leurs marais, défricher leurs landes, réparer leurs maſures, en y faiſant bâtir des villages, vous auriez quadruplé la culture de cet excellent territoire, ſa population & vos revenus.

Vous auriez pu, ſire, faire tout ce bien, toutes ces opérations productives, avec la moitié des ſommes que vous avez diſſipées, en récompenſes à de mauvais ſujets, en conſtructions inutiles, en dépenſes extravagantes pour groſſir & brillanter votre triſte Cour, votre pitoyable armée, & vos inutiles ambaſſades.

Comment n'avez-vous pas vu, ſire, qu'en multipliant vos valets, grands & petits, c'étoit multiplier vos pillards, vos ennemis, ceux de vos peuples, favoriſer leur ruine & la vôtre ?

Comment n'avez-vous pas vu qu'en multipliant à l'excès les officiers de votre armée, c'étoit entraver ſa tactique, la rendre preſqu'impoſſible; que c'étoit multiplier vos penſionnaires inutiles; que c'étoit ſurcharger vos peuples d'une dépenſe d'autant plus accablante, que ces inſtrumens de la tyrannie, dans les Etats deſpotiques, tels que le vôtre, forment la claſſe d'hommes la plus immorale & la plus nuiſible, après celles des prêtres ?

Comment, ſire, n'avez-vous pas craint de vous couvrir de ridicule aux yeux des grandes puiſſances, en leur envoyant des ambaſſadeurs faſtueux & inutiles ?

Comment n'avez-vous pas vu que le faſte inſolent de votre cour, de vos grands, de vos militaires, de vos ambaſſadeurs, inſultoit à la miſere de vos peuples, en l'augmentant continuellement ? Ne deviez-vous pas pré-

voir qu'en préférant ainſi l'apparence de la puiſſance, c'étoit vous priver, avec certitude, de la réalité?

Pourquoi vos grandes charges, ſire, vos premiers emplois eccléſiaſtiques, civils & militaires, les privilèges, les exemptions, toutes faveurs, toute impunité, ſont-elles par vous excluſivement réſervées aux plus vils des hommes, à vos nobles piémontais, qui ſont en général plus ignorans, plus lâches, plus fourbes, plus brutaux, auſſi avides, orgueilleux & oppreſſifs, que l'étoient les nobles de France?

Pourquoi vos ſénats, vos tribunaux, ſont-ils de vrais coupe-gorges, où la rapine & l'iniquité s'exercent ſans ceſſe impunément?

Comment ne voyez-vous pas, ſire, que tous les inſtans de votre vie ſont ſouillés de cette multitude de crimes que commettent vos mandataires, en votre nom, & dont vous êtes reſponſable, puiſque vous pouvez les empêcher?

N'eſt-ce pas pour ſatisfaire les caprices continuels de votre petite vanité que vous avez diſſipé les quarante millions que votre pere avoit amaſſés; que vous avez augmenté la maſſe d'impôts dont vos peuples étoient déjà ſurchargés; que vous avez fait, & diſſipé tant d'emprunts, dont vous ne ſavez comment payer les intérêts, ni rembourſer les capitaux; que vous avez jeté dans la circulation pour plus de quarante millions de billets d'état qui n'ont aucune hypothèque; que vous avez diſſipé par anticipation plus de trois années du revenu public, que vous y avez fait un déficit de plus de dix millions, & que vous avez contracté pour plus de cent millions de dettes?

Qu'arrivera-t-il, lorſque ces diſſipations, ce déficit,

ces anticipations, ces dettes énormes, & la nullité de vos billets d'état feront connus de votre nation? Ou vous avouerez, fire, l'impoffibilité de payer vos dettes, & cette banqueroute affreufe produira une funefte révolution; ou vous aurez recours au feul moyen qui vous refte pour rétablir l'ordre dans vos affaires, c'eft-à-dire, à la vente des biens eccléfiaftiques de vos Etats; mais dans ce cas, que n'avez-vous pas à craindre de la cupidité irritée de vos prêtres & de vos moines, de leur funefte afcendant fur vos peuples, du terrible pouvoir des confeffionnaux fur vos Piémonatis particulièrement, qui font fi fuperftitieux, fi fanatiques, fi enclins à la trahifon, à la vengeance, à la rapine, à la férocité, aux crimes les plus atroces? C'eft alors que vous reconnoîtrez combien les prêtres font dangereux, combien vous avez eu tort de protéger un clergé fourbe, impofteur, ignorant, intolérant, inquifiteur, hypocrite, hautain, fpoliateur, & de vous fervir de lui pour perpétuer la ftupide crédulité, l'ignorance, l'erreur, l'efclavage & les vices de vos peuples.

Que réfulte-t-il d'un fi déteftable gouvernement? Vos provinces, fire, au lieu d'être dans un état de profpérité, font ruinées; au lieu d'avoir des richeffes difponibles, vous n'avez que des dettes. Vos peuples, au lieu d'être libres, inftruits, vertueux, & dans l'aifance, font efclaves, ignorans, vicieux & dans la mifere; au lieu de vous témoigner leur contentement, leur reconnoiffance, ils vous effrayent par de juftes murmures.

Si vous aviez, fire, établi le bonheur & la liberté dans vos états, aujourd'hui tous les mécontens de l'Europe chercheroient un afile chez vous; ils vous porteroient leurs richeffes, leurs lumieres, leurs talens, leur

induſtrie; & le Milanois qui, depuis ſi long-tems, gémit ſous la plus dure oppreſſion, ſe donneroit à vous, & vous ſeriez en état de ſoutenir cette conquête; bien loin de là, vous ne pouvez point vous défendre, parce que vous n'avez qu'une armée d'eſclaves ſans tactique, ſans diſcipline, ſans force, ſans courage, ſans patriotiſme; vous n'avez plus ni tréſor, ni crédit; enfin, au lieu de jouir de la paix de votre ame, de l'eſtime de vous-même, de celle des autres, de la confiance & de l'amour de vos peuples; vous êtes généralement mépriſé au-dehors, & déteſté chez vous; les ſoupçons, les défiances, les inquiétudes les plus fondées, la perſpective la plus effrayante, les préſages les plus ſiniſtres, les remords, la terreur vous pourſuivent par-tout & vous tourmentent jour & nuit.

Comment, ſire, dans une ſituation auſſi malheureuſe, auſſi menaçante pour votre couronne, avez-vous eu l'imprudence d'entrer dans la ligue monſtrueuſe de Pilnitz? Liſez l'hiſtoire de tous les ſiècles, & vous verrez que toute ligue formée d'une foule de princes ne peut durer long-temps, ni réuſſir. Dans ces ligues extravagantes, les puiſſances du troiſième & du quatrième ordre, tel que le vôtre, ne jouent qu'un miſérable rôle; elles ne ſont que les ſatellites des potentats qui les emploient, & elles finiſſent par en être les dupes. Vous verrez, ſire, que la ligue armée par l'empirique octogénaire de miniſtère de Vienne, aura le ſort de celle de Cambrai, & vous reſterez expoſé au reſſentiment de la plus grande Nation de l'Europe, qui ſe vengera avec éclat de tout le mal que vous aurez voulu lui faire. Quelle folie d'expoſer votre poignée de mauvaiſes troupes aux fureurs de cent mille

hommes armés par la haine qu'ils ont de l'esclavage & de la tyrannie, par le plus violent amour de la liberté, & qui sont prêts à vous écraser, si vous ne les arrêtez par votre prompte retraite, & par votre renonciation authentique à toutes hostilités contre eux. Sans doute pour vous déterminer à vous joindre aux ennemis des Français, le comité autrichien vous a promis, sire, la Bresse & le Bugey, qui ont autrefois appartenu à votre maison; mais jamais vos ancêtres n'ont pu conserver de domaines en France, toujours ils ont été dupes de leurs alliances avec cette cour; & quand même le despotisme s'y rétabliroit, ce qui est physiquement & moralement impossible, tôt ou tard les despotes Français vous arracheroient ce que la nécessité les auroit forcés de vous céder actuellement, & toujours il vous seroit, & à votre postérité, impossible de lutter contre une puissance si supérieure à la vôtre.

Qu'êtes-vous, sire, en comparaison d'un empire de vingt-sept mille lieues carrées, qui contient vingt-sept millions d'habitans, & qui peut jouir d'un revenu de six cent millions? Tous vos états, à l'exception de la Sardaigne, dont vous ne tirez que 300 mille livres au plus, n'ont pas autant d'étendue qu'en avoit la ci-devant province du Languedoc. Vous avez au plus 30 millions de revenus, & deux millions & demi de pauvres esclaves, qui, éparpillés sur une surface inégale, ne font pas l'effet d'un million dans un terrain bien arrondi.

Sur un territoire aussi vaste, aussi carré, aussi coupé de routes superbes & de rivières navigables, aussi bien défendu par la nature & l'art, que l'est celui de la France, 27 millions d'hommes forment l'effet de 40 millions. Alors, le rapport de votre population à celle des Fran-

çais eſt comme 1 à 20, & celui de vos revenus comme 1 à 23. Quelle diſproportion! N'eſt-ce pas un délire pour une puiſſance telle que la vôtre, de s'expoſer au danger évident d'être étouffée ſous une maſſe ſi énorme? & cela, pour ſoutenir les injuſtes prétentions, ſoit de nobles auxquels vous aviez imprudemment donné retraite, & que vous avez été obligé de chaſſer, parce qu'ils étoient au moment de vous perdre; ſoit de prêtres que, je vous le répète, vous ſerez bientôt contraint de traiter chez vous comme ils l'ont été en France.

Le moindre déſaſtre qui puiſſe réſulter contre vous, ſire, de vos mouvemens hoſtiles & ſi diſpendieux contre les Français, c'eſt de conſommer inceſſamment votre ruine, & d'allumer chez vous le feu de la guerre civile. Ne vous aveuglez donc plus ſur votre ſituation; ce n'eſt qu'au ſein de la plus grande tranquilité, que vous pouvez éviter les malheurs dont vous êtes ſérieuſement menacé; &, je vous le répète, ne conſultez que votre famille ſur le parti que vous devez prendre, parce qu'elle ſeule a le plus grand & le même intérêt que vous de ne point ſe tromper.

C'eſt une vérité prouvée par l'expérience de tous les ſiècles, & chez les nations catholiques ſurtout, que les prêtres, les miniſtres & les nobles ont toujours été les plus grands ennemis des rois & des peuples; ce ſont ces perfides conſeillers qui, dans ce moment, bouleverſent l'Europe, pour conſerver & perpétuer les abus dont ils profitent, ce ſont eux qui s'efforcent d'élever de nouvelles barrières entre les trônes & les peuples. Bien loin de riſquer rien pour eux-mêmes dans les guerres qu'ils déterminent & qu'ils dirigent, ces guerres ſont pour eux des moyens d'augmenter leur fortune,

leurs partiſans, leur influence ; c'eſt dans les plus grands déſordres qu'ils trouvent les plus grandes reſſources pour eux, pour leurs parens & leurs amis ; c'eſt du ſang des peuples & de la ruine des rois que ces hommes s'engraiſſent ; ce ſont eux qui perpétuent l'enfance, l'ignorance & les vices des monarques, pour opprimer & piller en leurs noms.

Ces princes qui ſe croient être des deſpotes, ne ſont réellement que les prête-noms & les eſclaves de ceux qui leur répêtent ſans ceſſe qu'ils n'ont que des droits à exercer, & point de devoirs à remplir, que rien ne doit réſiſter à leurs volontés, qu'ils ſont les maîtres de diſpoſer de la vie & des biens de leurs ſujets, & qu'aucun d'eux ne doit ſe permettre de penſer & d'agir que comme il leur plaît ; c'eſt pour exercer toutes ces autorités au nom des rois qu'ils les leur ſuppoſent ; c'eſt ce tyrannique pouvoir qui a fait de la royauté un véritable fléau. C'eſt ce deſpotiſme, ſire, qui vous a fait faire de ſi exceſſives profuſions, qui vous a conduit ſur le bord de l'abîme ; c'eſt ce deſpotiſme, & davantage encore celui de vos miniſtres, de vos courtiſans, de vos prêtres & de vos magiſtrats, qui ont amené tous les malheurs que vous allez précipiter ſur votre tête, ſi vous différez un inſtant de faire ceſſer vos imprudentes hoſtilités contre les Français.

Si, dans les circonſtances actuelles, les monarques européens étoient plus éclairés, ils verroient qu'ils ne font qu'augmenter les forces expanſives des vérités menaçantes pour leur deſpotiſme, par les efforts qu'ils font pour les éloigner de leurs états, & ils renonceroient à ce projet extravagant ; loin de fuir ces vérités qui, malgré eux, ſaiſiront leurs malheureux eſclaves, s'ils

étoient ſages, ils iroient au-devant d'elles; ils rejetteroient de leurs conſeils ces traîtres adulateurs qui les rendent odieux à leurs peuples par cette ligue, par cette guerre contre leurs droits naturels; & s'ils ſe trouvoient inſuffiſans, avec les princes de leur ſang, pour diſſiper les orages qui ſe forment, ou qui grondent autour d'eux, & pour remédier aux abus de leurs gouvernemens, au déſordre de leurs affaires, il n'eſt aucun de ces monarques qui ne poſſede dans ſes Etats quelques hommes honnêtes & éclairés contre leſquels leurs miniſtres, leurs courtiſans & leurs prêtres les ont prévenus, parce qu'ils redoutent leurs lumières & leur probité; eh bien, ce ſont préciſément ces hommes ſi redoutés que les rois devroient conſulter & employer à toutes les réformes néceſſaires, après avoir tout fait pour mériter leur confiance, & pour les garantir de toutes vengeances.

Je ſais que vous avez chez vous, ſire, quelques-uns de ces philantropes capables de vous rendre les importans ſervices dont vous avez ſi grand beſoin; mais il eſt douteux que vous puiſſiez en rien obtenir, parce qu'ils connoiſſent votre foibleſſe exceſſive, votre inconſtance, vos incertitudes perpétuelles, l'inſignifiance de vos larmes, l'inutilité de vos promeſſes, & cette ſuperſtition qui vous rend inepte pour les opérations les plus néceſſaires à la reſtauration de vos peuples.

Les ſeuls moyens d'opérer cette reſtauration, ſont de réduire la dépenſe de votre maiſon à l'exact néceſſaire; de ſupprimer vos ambaſſades, vos ſénats, vos intendans, vos gouverneurs & commandans militaires; de réduire votre armée à douze mille hommes d'élite; de ſup-

primer la nobleſſe, d'établir la liberté de conſcience, en ſupprimant toute préférence du gouvernement pour aucun culte; d'établir la liberté de la preſſe, celle du commerce & de l'induſtrie; de ſoumettre tous les fonctionnaires publics à la reſponſabilité la plus ſévère, & de vous lier vous-même les mains de manière que vous ne puiſſiez, ni vous, ni vos ſucceſſeurs, jamais exercer ni faire exercer aucun pouvoir arbitraire; de donner à vos peuples une conſtitution nationale, qui leur rende & leur garantiſſe la jouiſſance de leurs droits naturels; de vendre tous les biens eccléſiaſtiques de vos états pour payer vos dettes, pour multiplier chez vous les propriétaires fonciers & les cultivateurs qui, dans tous les pays, ſont les hommes les plus laborieux, les plus utiles, les plus honnêtes & les plus attachés au ſol de la patrie, parce qu'ils y incorporent une partie de leur exiſtence; enfin de former tous les établiſſemens néceſſaires à l'inſtruction publique & à la proſpérité de l'agriculture.

Le but eſſentiel de tous les genres de deſpotiſme eſt la rapine, & le délire le plus funeſte d'un deſpote eſt de ne vouloir mettre aucune borne à ſa dépenſe, & de vouloir que le montant des impôts s'y proportionne toujours, ce qui eſt impoſſible. Un état doit ſe conduire, en cette partie, comme un particulier; il doit proportionner ſa dépenſe à ſon revenu. La juſtice & la raiſon veulent que la dépenſe d'un Etat, dont les productions territoriales peuvent fournir à tous les beſoins de ſes habitans, ſe proportionne toujours, dans l'état d'ordre, au cinquième du produit net du revenu de ſon territoire; c'eſt le ſeul impôt qui ſoit conforme aux loix de la nature, que jamais

on ne viole impunément. Calculez donc, ſire, ce que ce cinquième doit produire, & réduiſez la dépenſe de votre gouvernement à ce revenu ; il doit ſuffire, lorſque toutes vos dettes ſeront payées, & que tous les établiſſemens ci-deſſus indiqués auront été faits avec le produit de la vente des biens eccléſiaſtiques.

S'il n'y a pas un de ces conſeils qui ne ſoit capable de vous faire évanouir, ſire, abandonnez donc un poſte où vous ne pouvez pas faire le bien, où vous avez fait tant de mal, & dans lequel votre tête eſt expoſée.

Le prince de Piémont, quoique mal entouré & vicié auſſi de ſuperſtition, eſt dans l'âge encore de ſecouer des préjugés auſſi abſurdes ; les réflexions pleines de ſens qui lui ſont échappées en différentes occaſions, donnent lieu de croire qu'il eſt ſuſceptible de bons conſeils ; & d'ailleurs il a ſous les yeux des exemples ſi inſtructifs, ſi effrayans pour le deſpotiſme, que j'aime à me perſuader qu'il ne prendroit en main les rênes du gouvernement, qu'en ſe déterminant à toutes les réformes que je viens d'indiquer ; mais pourroit-il, ſans danger pour ſa perſonne, ſe charger de leur exécution ? Le véritable ſouverain, la nation ſeule peut, ſans riſque, ordonner & exécuter elle-même de ſi importantes & de ſi néceſſaires opérations, & c'eſt votre conſeil de famille qui doit opérer lui-même cette révolution : s'il s'y refuſe, elle ſe fera d'elle-même ; elle ſera ſanglante, elle vous écraſera tous.

De toutes les opérations, la première & la plus urgente eſt d'empêcher les Français de porter chez vous la loi de la raiſon armée pour la Liberté. Retirez

promptement vos troupes, renvoyez celles de l'Autriche & toutes troupes étrangères : annoncez authentiquement votre parfaite neutralité dans les affaires de France, & que vous reconnoiſſez la ſouveraineté de cette nation & ſon nouveau gouvernement. Pour peu que vous différiez, ſire, de ſuivre ces conſeils, votre perte eſt inévitable, & votre chûte ſera plus affreuſe que celle de Louis XVI. En voici les raiſons :

On connoiſſoit en France l'inſouciance, l'ignorance & l'incapacité de Louis XVI pour le gouvernement; on n'attendoit rien de bon de ſa part; vos ſujets, au contraire, eſpéroient des prodiges de votre règne.

Louis XVI n'avoit que de mauvais exemples dans la conduite de ſes prédéceſſeurs ; & vous en aviez de bons à ſuivre dans le gouvernement de vos ancêtres.

Louis XVI pouvoit rejetter ſur ſes prédéceſſeurs une partie des maux dont la maſſe a produit le déſeſpoir de ſa nation, ſa juſte inſurrection & ſa révolution; vous ſeul, ſire, avez ruiné vos peuples par vos profuſions.

Louis XVI pouvoit rejetter ſur ſa méchante épouſe une partie de ſes crimes; vous ſeul êtes coupables.

Louis XVI avoit pour juger ſa conduite une nation naturellement douce, indulgente, lorſqu'on ne la pouſſe point à bout, une nation généreuſe, aimable, éclairée; & vous, ſire, par qui ſerez-vous jugé ? Par votre exécrable populace du Piémont.

En traverſant Paris pour ſe rendre avec ſa famille au Temple, qui lui ſert de priſon, en attendant le dénouement de ſa cataſtrophe, Louis XVI a été couvert, ainſi que ſa femme, des imprécations d'un peuple immenſe; & vous, ſire, vous ſerez traîné dans les

ruiſſeaux bourbeux de Turin, vous éprouverez les outrages les plus dégoutans, les plus barbares; vous invoquerez en vain les miracles du ſuaire & des reliques d'Amédée que vous portez conſtamment ſur vous, & que vous appliquez ſur vos joues pour calmer vos douleurs de dents; ni vos madônes, ni vos ſaints, ni vos nobles, ni vos prêtres ne vous préſerveront point de la fin la plus tragique, la plus ignominieuſe.

Hâtez-vous donc de profiter de mes conſeils. Les événemens commencent à juſtifier ceux que j'ai donnés au roi de Pruſſe, & au duc de Brunswick pour les détromper, pour les préſerver des échecs qu'ils éprouvent, & de ceux auxquels ils s'expoſent. Les riſques ſont infiniment plus grands pour vous, parce que vos ſujets n'attendent que les ſecours des Français pour ſe venger de tous les maux que vous leur avez faits.

Enfin croyez, ſire, que les vérités dures que contient cette lettre, vous ſont auſſi utiles que les baſſes flatteries de vos courtiſans vous ſont nuiſibles.

---

# LETTRE

*Au pape Pie VI, par l'auteur des lettres au roi de Pruſſe, au duc de Brunſwick, &c. relativement aux affaires de France.*

Paris, le premier Octobre 1792.

SAINT PERE,

LES événemens qui ſe preſſent autour de nous depuis trois ans, ſont ſi extraordinaires, ſi maturatifs pour l'eſprit humain & pour la proſpérité des nations, que chacun de ces événemens paroît être l'ouvrage d'un ſiècle. Témoins de ces prodiges, de ces heureux progrès de la raiſon, & des efforts giganteſques que font ſes ennemis pour les arrêter; accoutumés d'ailleurs à la méditation ſur la deſtinée des empires & ſur les délires de l'eſprit humain, il ſemble que rien ne devroit plus nous ſurprendre; cependant, comment ne pas s'étonner des excès auxquels ſe livrent les tyrans de l'Europe pour détruire le foyer des vérités qui les menacent, pour renverſer la révolution françaiſe? N'eſt-ce pas vouloir réaliſer la fable des titans qui entaſſoient Oſſa ſur Pélion pour faire la guerre au Ciel? Comment ces inſenſés ne voient-ils pas qu'ils s'expoſent à éprouver le ſort des rébelles qu'ils veulent imiter? Comment ne ſe trouve-t-il perſonne auprès d'eux pour leur repréſenter que cet

antique pouvoir, dont ils n'ont pas cessé de faire le plus cruel abus, n'est qu'une usurpation des droits de l'homme & de ceux des nations? que ce pouvoir n'est soutenu que par des forces qui ne sont point en eux, que par celles que leur prêtent les malheureux esclaves qu'ils pillent & qu'ils oppriment depuis si long-temps, & auxquels il suffit de reconnoître leurs droits & leurs forces, & de cesser d'enrichir & d'armer leurs despotes, pour réduire ceux-ci à la plus grande foiblesse, à la plus grande nullité? Comment ces despotes ne voient-ils pas qu'il est contre nature que la partie soit plus forte que le tout, & qu'un pouvoir désastreux qui n'a pour origine que le droit du plus fort, doit être détruit par une force supérieure; qu'un pouvoir uniquement fondé sur l'ignorance, l'erreur & l'injustice, doit disparoître devant la lumière de la raison & de l'équité? Comment ces despotes ne voient-ils pas que les efforts qu'ils font pour arrêter les progrès de la vérité, lui donnent plus de ressort, ne font que la propager davantage parmi leurs sujets, & exciter leur insurrection, parce qu'ils ne peuvent se refuser de voir que c'est contre eux-mêmes que se fait cette guerre dont le but essentiel est d'étouffer, dans son berceau, la déclaration de leurs droits naturels.

Mes correspondans, en Italie, m'écrivent que les cardinaux, les évêques, les prélats, les nobles, les moines & les religieuses de toutes les parties de cette contrée, s'empressent de faire d'abondantes collectes d'argent pour soutenir les ennemis de la révolution de France; ils m'assurent que votre sainteté même est le premier instigateur de cette nouvelle croisade, aussi ridicule que celles qui ont dépeuplé l'Europe pourporter en Asie leurs opinions absurdes, & que vous ne cessez, saint père,

d'encourager vos ouailles à cette œuvre vraiment sacerdotale, pour laquelle vous avez fourni, de votre propre pécule, des sommes considérables, & fait contribuer plus considérablement encore, votre chambre soi-disant apostolique; mais, saint père, n'étiez-vous pas déjà trop coupable d'avoir épuisé les finances de votre Etat par les dépenses énormes qu'a coûtées le desséchement des marais Pontins; entreprise qui vous auroit couvert de gloire, si vous aviez eu pour unique but le bien public, & qui vous couvre d'opprobre, parce qu'elle n'est qu'un véritable brigandage, puisque vous avez usurpé ce vaste terrein, & que vous en avez fait une principauté pour votre neveu, auquel vous avez donné, *per fas & nefas*, un état qui égale l'opulence de quelques souverains? N'étiez-vous déjà pas trop coupable d'avoir ruiné votre peuple, soit par les sommes immenses que vous avez si mal employées à la maussade construction d'une sacristie qui ne sera jamais qu'un monument de votre fatuité & de votre mauvais goût, soit par l'émission si fréquente de cédules par lesquelles vous avez triplé les dettes de l'Etat?

Vos pauvres sujets seroient-ils injustes, saint père, s'ils dépouilloient de leurs richesses, votre neveu & ceux de vos prédécesseurs, en leur disant: „ C'est nous qui avons desséché ces marais; c'est sur les ruines des habitations de nos pères que sont construits ces palais; c'est de nos biens que sont composées ces fortunes qui vous rendent si fastueux, si vains, si dédaigneux, si durs, & par lesquelles vous insultez continuellement à notre misere. Tout ce que nous avons fait & payé de gré ou de force, à vous & à vos prédécesseurs, c'est à l'Etat; c'est à la chose publique que nous l'avons fait &

payé. Il vous a plu de piller le trésor national pour enrichir vos familles ; la juſtice veut que ces familles reſtituent. C'eſt en vertu du droit du plus fort que vous avez fait ces rapines ; c'eſt en vertu de la ſupériorité de nos forces „ en vertu de nos droits & des règles de la juſtice, que nous reprenons ce qui nous appartient, que nous rentrons dans la jouiſſance de nos droits naturels & de nos propriétés „.

Vous, ſaint père, qui foulez aux pieds les cendres des Camille & des Cincinnatus ; vous qui jouez ſérieuſement des farces ridicules ſur le ſuperbe théâtre où les Scipion & les Paul Emile triomphoient en traînant des rois attachés à leurs chars, penſez-vous de bonne foi que la liberté ſoit un bien facile à ravir au peuple le plus ardent à le conſerver, le plus nombreux, le plus éclairé ? Croyez-vous que vos prières abſurdes & celles de vos bouffons ſoient capables d'opérer en France une contre-révolution ? Croyez-vous que trois millions d'hommes armés pour la défenſe de leurs femmes, de leurs enfans, de leurs droits, de leurs propriétés, puiſſent redouter les mains débiles de deux ou trois cents mille eſclaves commandés par un petit nombre de tyrans dirigés eux-mêmes par des miniſtres ineptes, qui ne connoiſſent ni le temps, ni les hommes, ni les choſes, & qui ne ſe doutent pas que la déclaration des droits naturels de l'homme renferme en elle-même une force abſolument indeſtructible, parce qu'elle eſt celle de la nature, de la raiſon, de la juſtice, de la vérité. Jamais Zoroaſtre & Confucius, Moïſe & Pilpay, Solon & Licurgue, Numa ni Jéſus, jamais aucun ſage de l'antiquité n'a préſenté un code de morale plus ſimple, plus naturelle, plus vraie,

plus pure ; plus ſublime & plus attrayante que cette déclaration.

Quel ſpectacle majeſtueux, de voir la première Nation de l'Europe ſe lever toute entière & d'une ſeule voix dire : „ Je ſuis libre, & je veux que le genre humain le ſoit avec moi. Peuples de tous les climats ! levez-vous, ſecouez les chaînes de la crédulité, de l'erreur, de la ſuperſtition & du deſpotiſme. Connoiſſez vos droits & vos forces. C'eſt la raiſon éternelle, c'eſt la vérité, c'eſt la nature, c'eſt Dieu qui vous parle. Soyons tous frères. Abjurons pour jamais toutes haines, toutes rivalités. Eteignons pour toujours le flambeau de la diſcorde, étouffons-en les cauſes ; ne ſouffrons plus qu'une poignée de princes & de nobles ſe joue des Nations, les aſſerviſſe, les opprime & les pille ; périſſent la royauté & la nobleſſe ! Ne ſouffrons plus qu'une caſte barbare qui, depuis ſi long-temps, vit de nos malheurs, nous égare encore dans la recherche d'un ſalut chimérique ; périſſe le ſacerdoce ! C'eſt de notre bonheur ſur la terre que nous devons nous occuper, nous ne pouvons l'obtenir que de nos vertus ; il n'y a d'actions vertueuſes que celles qui ſont utiles à nos ſemblables ; rendons-nous donc utiles les uns aux autres. La nature, en nous donnant à tous les mêmes beſoins, nous a donné les mêmes droits de les ſatisfaire ; reſpectons donc réciproquement ces droits les uns dans les autres. La nature nous a préparé d'avance les moyens de ſatisfaire nos beſoins dans la fertilité de la terre, dans le lait, la laine, les peaux & la chair des animaux ; cultivons donc la terre & formons des troupeaux. La nature nous a fait tous inégaux de corps & d'eſprit, pour nous rendre tous néceſſaires

& chers les uns aux autres ; aidons-nous, aimons-nous donc réciproquement. La nature accompagne la modération, la sobriété, de plaisirs ; les excès, de douleurs ; l'injustice, de chagrins & de peines ; les bienfaits, des jouissances les plus délicieuses ; ainsi pour conserver notre santé, pour jouir de notre propre estime, de celle des autres & de leur amitié, soyons donc modérés, sobres, justes & bienfaisans ; faisons des heureux pour l'être nous-mêmes. Enfin, la nature a varié les climats, & dans chacun, les qualités des terres & leurs productions, afin que tous les peuples eussent besoin les uns des autres, & se liassent par l'échange de l'excédant de leurs consommations ; que ces échanges se fassent donc cordialement & librement entre les peuples, & qu'ils fraternisent tous ensemble „.

Telle est la morale universelle, la seule qui convienne aux hommes dans tous les pays & dans tous les temps. Telle est, saint père, l'esprit de cette déclaration des droits qui détruit toutes inégalités arbitraires & monstrueuses dans la société, & qui, par cela même, excite le désespoir & la fureur des usurpateurs ; mais je le rappelle, l'esprit philosophique de cette déclaration, mis en détonation par les feux du despotisme, en dissoudra plus promptement les chaînes.

Mais, direz-vous peut-être, saint père, si ces prétendus droits de l'homme sont naturels, ils ont toujours existé, pourquoi donc ont-ils été ignorés de tous les peuples avant la déclaration qu'en ont faite les Français ? Et si nous avons pu rendre ces droits nuls pendant dix-huit siècles, nous pouvons donc leur opposer encore une force supérieure. Voici mes réponses.

1°. Les droits naturels de l'homme ont été connus

chez tous les peuples civilisés, & les ouvrages des anciens philosophes en font foi ; mais ces droits n'ont été connus qu'isolés les uns des autres, sans liaison, sans corrélation ; personne, avant les Français, ne s'étoit avisé de réunir cette série de principes & de vérités éternelles, en un seul acte dans l'ordre analytique, & de cet ensemble, résulte un systême régulier de philosophie naturelle, dont la lumière est indestructible.

2°. Les anciens peuples n'avoient pas pour leur instruction la ressource de l'art divin de l'imprimerie, qui rend le solitaire témoin de ce qu'on a dit, de ce qu'on a fait, de ce qu'on dit, de ce qu'on fait partout, qui perpétue les vérités des philosophes & leur gloire, les crimes des grands & leur exécration. *Rerum tutissima custos.*

3°. La déclaration des droits deviendra nécessairement le catéchisme de tous les peuples, & les Français parviendront à leur en faire restituer la jouissance, quand même tous les despotes royaux, sacerdotaux, & toutes les aristocraties s'accorderoient à promulguer la loi aussi atroce qu'absurde, qui vient d'être publiée au nom de l'empereur, pour défendre à ses sujets de commercer avec les Français, de leur envoyer des fonds, & par laquelle il ordonne de fermer toutes les communications de ses États avec la France, & menace de traiter, comme espions, les Français qui voyageront chez lui. L'imbécile ministre de Vienne n'a pas vu qu'il faisoit signer à son maître la ruine de ses sujets, & qu'il appeloit leur insurrection ; c'est un véritable crime de lèze-Nation & de lèze-majesté, que François II. punira, dès qu'il en connoîtra les

conſéquences funeſtes pour lui-même. Kaunitz devoit défendre auſſi aux Autrichiens de voyager en France ; car s'ils y vont, ils pourront bien s'en retourner chez eux, l'eſprit & le cœur pleins de l'amour de la liberté, de la haine de l'eſclavage, & de la haine du deſpotiſme.

4°. Lorſque tous les moyens de corruption, de trahiſon, & les forces combinées des émigrés, de la Pruſſe & de l'Autriche, ont échoué contre une Nation qui n'avoit encore ni armes, ni fortifications, quel ſuccès S. Père, prétendez-vous obtenir contre elle, vous qui, de toutes les puiſſances de la terre, êtes la plus foible, la plus fanatique? La révolution de France n'eſt pas, comme il vous plaît de la nommer, *une fièvre paſſagère :* elle eſt le réſultat de la plus longue & de la plus funeſte expérience des uſurpations, des eſcroqueries, de la fourberie, du fanatiſme, de l'inſolence & du libertinage de ſon clergé; de la ſcélérateſſe arrogante, avide, oppreſſive & ruineuſe de ſes nobles ; de l'ambition rapace, & de l'iniquité de ſes parlemens; des exactions & des vexations de ſes financiers; des dilapidations & de la tyrannie de ſes rois, de leurs miniſtres & de leurs courtiſans; du déſeſpoir d'une Nation écraſée de plus de 700 millions d'impôts, excédée de misère & d'eſclavage, & menacée d'une banqueroute de plus de ſix milliards. Cette révolution de la Nation françaiſe eſt l'effet néceſſaire du progrès de la raiſon, du preſſentiment de ſes forces & de la connoiſſance de ſes droits.

Telles ſont, Saint Père, les vraies cauſes qui ont fait éclater la guerre des droits de l'homme contre le deſpotiſme ; de la philoſophie contre les délires du ſacer-

doce ; de la liberté contre l'efclavage ; de la fcience contre l'ignorance ; de la vérité contre l'erreur ; de la juftice contre l'iniquité ; de la vertu contre le vice & le crime ; de amis de l'humanité contre fes ennemis.

Toutes ces caufes défaftreufes qui agiffoient depuis quatorze fiècles par des excès continues fur le peuple le plus fenfible, le plus doux, le plus aimant, mais auffi le plus irritable, devoient produire à la fin une révolution orageufe, parce qu'il eft naturel que des abus qui vont toujours en augmentant, finiffent par détruire leurs propres caufes ; or, lorfque ces caufes n'exiftent plus, leurs effets ceffent également : *Sublatâ causâ tollitur effectus ;* & la déclaration des droits, appuyée d'une conftitution conforme & d'un gouvernement vraiment populaire, régénérera les peuples, & les garantira pour toujours du retour des maux qu'ils éprouvent. Cette régénération fe fera par des moyens abfolument contraires à ceux qu'on employoit pour perpétuer les abus : c'étoit par une éducation fuperftitieufe, abrutiffante, que les prêtres perpétuoient les erreurs anti-fociales qui leur étoient utiles ; c'eft par une éducation vraiment morale, civique & nationale, que les Français & tous les peuples formeront des citoyens libres, vertueux, des patriotes énergiques.

C'étoit par un gouvernement tyrannique, par des loix arbitraires & oppreffives ; c'étoit en récompenfant le vice, & en perfécutant les vertus fociales, que les rois perpétuoient l'efclavage, les vices & la misère de leurs peuples ; c'eft par un gouvernement protecteur & confervateur des droits naturels de l'homme, par des loix conformes à ces droits, & que les peuples feront eux-

mêmes, qu'ils rétabliront & perpétueront chez eux l'ordre, les vertus, l'abondance, le bonheur & la paix.

C'étoit en s'attribuant exclusivement les premiers emplois, les honneurs, les dignités & les richesses, que les nobles avoient banni toute émulation des autres classes de la société; c'est en supprimant la noblesse, c'est en assurant au mérite & à la capacité personnelle seulement, toutes les récompenses désirables, qu'on excitera l'émulation dans tous les cœurs.

Enfin, c'étoit la royauté, le sacerdoce & la noblesse, qui semoient & perpétuoient sur la terre tous les maux, tous les crimes, & toutes ces horreurs disparoîtront avec cette abominabe trinité.

Toutes ces raiions doivent suffire pour vous persuader, Saint-Père, que la révolution qui a commencé en France le 14 juillet 1789, & qui a fini le 10 août dernier, n'est que l'annonce de celles qui doivent s'opérer chez tous les peuples qui sont privés de la jouissance de leurs droits naturels. Dans ces circonstances extraordinaires, c'est folie de vouloir suivre les anciennes routines, & de se flatter de quelques succès par la force des armes. Les effets qui doivent nécessairement résulter des fureurs auxquelles se livrent les despotes, les aristocrates & les prêtres de l'Europe, contre la nation la plus nombreuse, la plus forte & la plus pétulente, sont de porter son énergie au plus haut dégré, de la forcer à des extrémités qui écraseront ses ennemis, de consolider sa révolution, d'éclairer les autres peuples sur la haine qu'ont leurs despotes pour leurs droits naturels, & de porter les peuples à des insurrections dont il résultera, comme en France, la destruction de tous les genres du despotisme. La prudence conseilloit à tous

ces despotes, le plus profond silence sur la révolution française, & la plus exacte neutralité envers cette Nation; elle leur conseilloit de réformer promptement les abus de leurs gouvernemens, d'en supprimer toutes dépenses inutiles, de soumettre tous les fonctionnaires publics à la responsabilité la plus sévère, de se soumettre eux-mêmes aux régles éternelles de la justice, en reconnoissant qu'ils ne sont que les régisseurs de leurs nations, & non leurs maîtres.

Si ces despotes sont trop orgueilleux, trop ignorans, ou trop esclaves eux-mêmes de leurs ministres, de leurs courtisans & de leurs prêtres, pour oser faire ces réformes qui leur donneroient la toute-puissance de l'estime publique, de l'amour & de la reconnoissance des peuples, eh bien, qu'ils s'attendent aux terribles effets de leur justice.

Je le répète, les vérités qui se développent en France, formeront un nouveau soleil, qui répandra sa lumière & sa chaleur bienfaisante sur toutes les parties du globe, & il n'est point au pouvoir des hommes, d'éteindre ce nouvel astre, parce qu'encore une fois, ses élémens ne sont que ceux de la nature, & le simple développement de ses loix.

Pendant mon séjour à Rome, j'ai entendu beaucoup vanter la profondeur des vues de Grégoire VII, de Jules II, de Sixte V, & sur-tout de Boniface VIII, auteur de la bulle si célèbre : *Unam ecclesiam* : Pour moi, saint Père, je soutiens que ces mêmes hommes ont ouvert le tombeau de la papauté, qu'ils seront les principaux auteurs de sa destruction; & voici mes raisons :

Ces papes ont donné pendant quelques siècles une

puiſſance monſtrueuſe au ſiége de Rome ; leurs ſucceſſeurs en ont abuſé pour plonger les peuples & les rois dans l'ignorance, la ſuperſtition & l'eſclavage ; ces prêtres, enhardis par les premiers ſuccès de leurs impoſtures, de leurs uſurpations, de leur tyrannie, ſe ſont perſuadés qu'ils pouvoient tout oſer, & ſe ſont permis les plus grands excès ; ces excès ont irrité quelques hommes énergiques & clair-voyans, qui ont jeté quelques rayons de lumière ſur les impoſtures & les crimes des pontifes ; cette lumière s'eſt propagée, les perſécutions, les guerres de religion, l'ont propagée davantage encore, ainſi que l'invention de l'imprimerie ; on a vu que la puiſſance & la richeſſe des papes & des prêtres, n'étoient que les fruits de leurs menſonges & de leurs eſcoqueries, & que cette puiſſance n'étoit fondée que ſur l'ignorance & l'erreur qui ſe perpétuoient par l'inſtruction publique, dont les prêtres s'étoient emparés. En examinant leurs dogmes religieux, on a reconnu qu'ils n'étoient que des chimères, des abſurdités, que les faits dont s'appuyoit cette religion, n'étoient que des fables : Enfin, de ces découvertes ſont réſultées les réformes des novateurs, qui ont beaucoup rétréci le cercle de la domination des papes ; & ces pertes devoient leur en préſager de plus grandes, s'ils continuoient d'inſulter à la raiſon.

On ſe montre incapable de gouverner une nation, lorſqu'on ne ſait point embraſſer d'un ſeul coup-d'œil, dans ſes ſpéculations politiques, le paſſé, le préſent & l'avenir, & cette impéritie a été celle de la plupart des papes qui ont régné depuis la réformation.

Si, depuis cet événement, toujours attentifs aux progrès des lumières & au changement de l'opinion publi-

que, ces pontifes avoient eu la prudence de modérer leur autorité ſpirituelle & temporelle; ſi, abjurant toute intolérance, toutes prétentions extravagantes, ils s'étoient réduits d'eux-mêmes au régime le plus pacifique; ſi, contens de jouir paiſiblement de leurs richeſſes, de leur dignité, ils s'étoient attachés, comme Benoît XIV. à éviter toutes querelles théologiques, à ſe faire eſtimer & aimer de leurs ſujets & des étrangers, ils auroient pu prolonger leur domination de quelques ſiècles encore; mais preſque tous vos prédéceſſeurs, ſaint Père, indifférens ſur le paſſé, inſoucians pour l'avenir, & incapables d'apprécier l'opinion publique, qui, chaque jour leur devenoit plus favorable : ces prêtres, dis-je, ont continué de prêcher aux princes la ſuperſtition, l'intolérance, le brigandage & la cruauté; ils ont contiuué d'augmenter l'eſclavage & la miſère de leurs peuples, d'y inſulter par un faſte inſolent, de les ſcandaliſer par leurs débauches, par leurs crimes; & ſi tant d'audace, tant d'imprudence, n'a pas encore fermé le tombeau de la papauté, c'eſt que les peuples ne connoiſſoient point encore leurs droits & leurs forces; c'eſt qu'il vous étoit réſervé, ſaint Père, de renverſer ce trône de la ſottiſe, où les vices les plus honteux vous ont placé, & ſur lequel vous n'avez montré que de la fatuité, de l'ignorance, de la préſomption, & le népotiſme le plus avide.

Rappellez-vous, ſaint Père, les ſottiſes que vous avez faites, relativement à la prétendue rétractation du prélat connu ſous le nom de *Fébronius ;* vous eûtes alors l'imprudence d'écrire à la cour de Vienne, quelques-unes de ces anciennes bêtiſes, que ſe permettoint vos prédéceſſeurs, dans les ſiècles d'ignorance & de barbarie; ces

bêtises, & la fraude sacerdotale, que vous employâtes à ce sujet, ne vous produisirent que des chagrins : Marie-Thérèse, rejetta votre injuste condamnation de la protestation du prélat Allemand ; vous vous êtes vengé depuis, de cette résistance, de l'impératrice, en refusant à ses mânes les honneurs funèbres qui sont d'usage à Rome ; mais Joseph II, vous a puni de cet outrage avec une véritable dignité, en renversant dans ses états les principales usurpations des papes. Votre fatuité, vous persuada, saint Père, que vous aviez des ressources suffisantes dans la volubilité de votre bavardage, dans votre fausse éloquence, dans vos périodes vides de sens, & sur-tout dans vos grâces individuelles, pour faire révoquer les décrets foudroyans de l'empereur. Ce fut en vain que des hommes sensés qui avoient vécu à Vienne, & qui connoissoient bien Joseph & ses ministres, vous conseillerent de renoncer à un voyage, qui seroit aussi impolitique qu'infructueux ; vous partîtes, & vous donnâtes à quelques peuples de l'Italie & de l'Allemagne, le spectacle indécent & scandaleux d'un personnage qu'ils croyoient aussi saint que son titre l'annonce, & qui juroit comme un chartier, qui se montroit colère & brutal, comme un officier autrichien, & qui jouoit le comédien en distribuant ses bénédictions.

Dès que vous entrâtes sur les États de l'empereur, & jusqu'au lieu de sa résidence, vous eûtes le désagrément, Saint Père, de voir que Joseph se mocquoit de vos charlataneries sacerdotales, puisqu'il vous proposa de vous soulager de vos peines, en donnant des bénédictions en votre nom, ce qu'il fit quelquefois en riant.

Arrivé à la Cour, Joseph vous présenta au rusé &

dédaigneux Kaunitz, auquel vous donnâtes votre main à baiser, & qui se contenta de la prendre & de la serrer dans les siennes, comme d'égal à égal; c'était vous dire clairement que votre grandeur d'opinion étoit nulle pour lui, & qu'il s'en mocquoit.

Bientôt fatigué de la tourbe importune qui accouroit des villages & des villes voisines, pour recevoir votre bénédiction à Vienne, Joseph fit defendre à ces pauvres d'esprit, de quitter leurs travaux, & fit publier que tous les jours, à l'heure de la profusion de vos comiques indulgences, il feroit tirer le canon, & que lorsqu'ils l'entendroient, ils pourroient faire leurs stupides prosternations.

Toutes les fois que vous voulûtes, Saint-Père, parler d'affaires à sa majesté, ou à ses ministres, ils vous répondirent en raillant, qu'ils n'avoient point d'affaires avec vous, & ils accompagnèrent cette plaisanterie de sarcasmes humilians pour votre orgueil, en sorte que vous fûtes obligé de vous réduire au rôle qui vous sied le mieux, à vous pavaner dans les églises & dans les cercles, devant les imbéciles, & devant les femmes amoureuses de votre belle figure, de vos belles mains, de vos belles jambes, de vos belles proportions, dont vous êtes si vain, & dont vous savez si bien tirer parti.

Je vous ai vu, saint-père, porté sur votre siége gestatoire; comme vous étiez beau, au milieu de vos chevaux-légers, de vos gardes-suisses & autres, tous couverts de superbes armures! aussi receviez-vous plus d'adorations que l'hostie, qu'on croyoit cependant être la Divinité même.

Je vous ai entendu, saint-père, traiter avec colère, de *coglione*; le cardinal qui vous coîffoit de la mître, parce

qu'il avoit dérangé quelques-uns de vos cheveux, & j'en ai bien ri; je vous ai vu déployer toutes vos grâces en jouant vos ſaintes farces; je vous ai vu, le jour de Pâques, deſſiner à grands traits votre bénédiction dans la croiſée du parois de Saint-Pierre, & la diſtribuer généreuſement aux quatre parties du monde, ſans qu'aucune s'en doutât; les peintres vous avoient drapé de manière que vous paroiſſiez être à genoux, tandis que vous étiez aſſis commodément; enſorte que tout en vous étoit impoſture, & je ne pus m'empêcher d'avouer que je n'avois connu de ma vie de charlatan auſſi habile que vous, & que certainement vous ſurpaſſiez, au jeu de la pantomime, les meilleurs acteurs de Paris, de Londres, & les Grecs, eux-mêmes, inventeurs de cet art.

Enfin, ſaint-père, vous quittâtes la cour de Vienne ſans avoir pu en rien obtenir; mais l'électeur de Bavière, auſſi ignorant que ſuperſtitieux, vous dédommagea, chez lui, du mauvais accueil que vous avoit fait l'empereur, & ce furent les ſeuls honneurs que vous reçûtes dans ce voyage, car à Veniſe, la république vous renouvella verbalement, & par des faits, le mépris qu'elle eut toujours pour les papes, dans les temps même de leur toute puiſſance.

Toutes les humiliations que vous aviez reçues, & bien méritées, dans ce voyage extravagant, ſaint-père, auroient dû vous convaincre du grand diſcrédit dans lequel ſont tombés le ſacerdoce & la papauté, & vous auriez dû en conclure que ce vieil édifice ne pouvoit plus ſe ſoutenir que par des excès de prudence, & qu'en lui faiſant éviter les moindres chocs; mais non, ces leçons vous corrigèrent ſi peu, que quelque-temps après, des prélats allemands ayant fait dans un colloque de vigou-

reux

reux décrets pour mettre des bornes à l'autorité papale, vous fîtes encore la sottise de leur adresser une longue lettre de reproche, dans laquelle vous vous appuyâtes très-gauchement de l'autorité de la Sorbonne; vous ignoriez vraisemblablement, saint-père, que les docteurs allemands sont les hommes les plus érudits, qu'ils n'avancent jamais rien sans l'étayer des autorités les plus graves & les plus multipliées, & bientôt ces prélats vous prouvèrent qu'ils se mocquoient de votre lettre, en y répondant par une foule d'actes de cette même faculté de théologie qui pulvérisoient l'autorité du saint-siége.

Vous entreprîtes aussi, saint-père, de confondre les docteurs du synode de Pistoye & son savant évêque; vous adressâtes à ce dernier, pendant que j'étois à Rome, une lettre pleine d'inepties & d'injures grossières; j'ai sous les yeux la réponse que vous fit ce prélat; autant votre lettre déceloit l'ignorance & la présomption, autant la réponse du prélat Ricci caractérise le sage maître de sa matière.

Tant de mortifications auroient fait périr de chagrin un homme délicat sur l'honneur; pour vous, saint-père, c'est par de nouveaux crimes que vous avez cherché à vous en dédommager; vous avez dépouillé, par un procès inique, madame Lepri & ses enfans, de leurs biens pour les donner à votre neveu; & sous la fausse promesse du cardinalat, vous avez escroqué à un vieux prêtre vindicatif, un testament infâme, par lequel il a frustré de sa succession sa belle-sœur & sa nièce.

Quelle impudence à vous, saint-père, d'oser vous ériger en défenseur de la religion & de la morale, lorsque tous les actes de votre vie privée & publique prouvent votre athéisme & votre immoralité! ne sait-on

pas comment vous avez gagné la prélature avec le cardinal Ruffo, &c. & la tréforerie d'état avec la maîtreffe du cardinal Rezonico, &c. enforte qu'on peut dire de vous comme de Céfar, il fut la maîtreffe de tous les maris & l'amant de toutes les femmes. Les vraies caufes des cris hypocrites & impuiffans que vous jettez contre les réformes juftes & néceffaires que les Français ont faites dans leur églife, font la crainte de voir dépouiller le facerdoce de fes ufurpations dans toute la chrétienté, & de voir s'écrouler fous vos pieds, ce trône de tous les vices, de tous les crimes, qui eft la honte & l'opprobre de l'efprit humain; c'eft la perte que vous faites d'annates, de difpenfes, d'indulgences, de votre influence fur le clergé de France, & particulierement la perte du Comtat d'Avignon; les pertes précédentes ne méritent aucunes téflexions. Quant à celle du Comtat, je vous obferve, faint-père, qu'il étoit intolérable, qu'un prêtre étranger poffédât une principauté fouveraine enclavée dans le territoire français; 2.° la comteffe de Provence n'avoit pas le droit d'aliéner fes États fans le confentement de fa nation, & du roi dont elle étoit vaffale; 3.° cette aliénation ne fut qu'une efcroquerie de la cour de Rome, qui ne confentit d'abfoudre la comteffe de fes crimes atroces, qu'a condition qu'elle lui céderoit cette principauté, moyennant une fomme d'argent que les papes n'ont jamais payée. 4°. Les peuples ont le droit inaliénable & imprefcriptible de changer la forme de leur gouvernement quand il leur plaît. 5.° Enfin, la nation francaife, en vous retirant ce domaine, faint-père, vous en auroit dédommagé honorablement, fi vous vous étiez conduit envers elle comme la raifon & vos intérêts

vous le conſeilloient, & elle ne vous doit plus rien, parce que vous avez préféré d'employer contre elle les armes du fanatiſme & de la fourberie.

On m'écrit de Rome, que vous préparez encore, ſaint-père, de nouvelles bulles contre les Français, c'eſt leur préparer de la matière pour de nouvelles farces; car vous devez ſavoir que, depuis long-temps, ils regardent les prêtres comme des ſots ou des frippons, & que, depuis trois ans, ils jouent ſur leurs théâtres vos cérémonies, vos charlataneries, vos forfaits. Laiſſez-là, ſaint-père, les affaires de France, elles vous ont déjà cauſé une attaque de paralyſie, & ſurtout un travers de bouche, qui vous a, dit-on, chagriné juſqu'au point de vous donner quelques accès de folie; cela eſt-il vrai? Eſt-il vrai auſſi que c'eſt dans un de ces accès, que vous avez donné *in petto*, la nonciature de Francfort à l'abbé Maury? D'autres diſent que vous n'avez fait ce paſſe-droit à vos prélats Italiens, que parce que vous déſeſpériez de trouver parmi eux un libertin auſſi impudent, un ſophiſte auſſi éloquent, un ſecond père *Fatutto*; ſi cela eſt, vous vous êtes trompé, ſaint-père, vous aviez certainement de quoi choiſir chez vous; & vous vous êtes encore trompé, ſi vous avez cru mieux réuſſir contre la révolution française, en prenant pour votre avocat ce courageux athée: les Français ſont bien perſuadés qu'il défendra votre cauſe, comme il a défendu celle du clergé de France, ſi mal, qu'on étoit tenté de croire qu'il vouloit la perdre; d'ailleurs, les Français ſavent quel effet doit produire le ciniſme de ce nonce en Allemagne & en Italie.

Croyez-moi, ſaint-père, ne faites plus de ſottiſes, impoſez-vous, & impoſez à vos ouailles le plus reſpectueux ſilence ſur les Français, car ſi vous les impatientez,

je les connois capables d'aller faire exécuter leur hymne des Marſeillois par vos muſiciens dans la chapelle ſixtine, & de vous en faire répétér le refrein en *chorus*. Ces menaces qui ne vous paroiſſent peut-être pas ſérieuſes, pourroient le devenir, & voici comment :

1°. La royauté eſt irrévocablement abolie en France ; cette contrée eſt conſtituée en république, une & indiviſible. Tous les corps adminiſtratifs ſont renouvelés, tous les traîtres ſont chaſſés de l'armée & des places fortes ; tout marche à l'uniſſon, & le patriotiſme domine partout. 2°. L'armée du roi de Pruſſe, en grande partie défaite par les batailles, par la déſertion, par les priſes, par la famine & par les maladies, a évacué le territoire Français ; ce Prince, en partant, a reproché durement aux freres de Louis XVI de l'avoir trompé, & de l'avoir expoſé à être mal reçu chez lui. L'armée de l'empereur fait journellement des pertes par les mêmes cauſes. Les émigrés ſont réduits à la miſere. Les Français pourſuivent les fuyards, ils ont déja pris les villes de Spire & de Worms ; ils vont porter la liberté dans les électorats eccléſiaſtiques, le Palatinat, le Brabant & le Briſgaw. 3°. Le printems prochain, les Français auront huit armées de 100 mille hommes chacune, deux aux frontieres du midi, cinq à celles du nord, une dans l'intérieur ; 40 vaiſſeaux ſur l'Océan, & autant ſur la Méditerranée. 4°. Ils ont actuellement 14 vaiſſeaux dans le port de Nice, & une armée de 100 mille hommes occupés à s'ouvrir les portes de l'Italie ; ils ſont déjà maîtres du comté de Nice, de la Savoie ; ils vont prendre la Sardaigne, & lorſqu'ils feront en Piémont, quel obſtacle pourra les arrêter ? 5°. Avec de ſi grands moyens, s'il plaiſoit aux Français d'aller

éclairer vos peuples, Saint Pere, ſur les crimes des papes, ſur les vôtres, ſur l'odieux monopole de votre chambre de l'Annone, cette ſource de diſette, ſi fréquente dans vos États; ſur les brigandages de la chambre apoſtolique; ſur leurs droits, ſur leurs forces, en leur propoſant de les rendre libres; je connois ce peuple, Saint Pere, malgré tout ce qu'a fait le ſacerdoce pour le dégrader, j'ai apperçu en lui les germes de la grandeur & des vertus des anciens maîtres du monde; je ſuis sûr qu'il accueilleroit les Français avec tranſport, & que deviendroit votre ſainteté & la papauté? Ces faits & ces obſervations méritent de ſérieuſes réflexions de votre part, Saint Pere, liſez dans *le Moniteur univerſel* mes lettres au roi de Pruſſe & au duc de Brunſwick, certainement ces Princes ſe repentent de n'avoir pas ſuivi mes conſeils; ſoyez plus prudent, faites ce que je vais vous dire, & vous acquerrez une grandeur immenſe.

Aſſemblez vos peuples, Saint Pere; levez-vous au milieu d'eux, & dites leur :

„ Deſcendans du plus grand peuple du monde, aſſez & trop long-tems l'impoſture a déſolé votre patrie, le jour de la vérité eſt arrivé; je vais la dire, écoutez-moi. Mes predéceſſeurs, dévorés d'ambition & de cupidité, vous ont trompés, ils ont établi leur grandeur & leur pouvoir ſur votre ignorance & votre crédulité, ſur la ſuperſtition & le menſonge, ſur l'aſtuce & la violence, ſur les fables & les erreurs dont ils ont conſtamment corrompu vos eſprits & vos cœurs; ils ont de même corrompu les rois & les guerriers, pour en faire les inſtrumens de leur paſſion.

„ Peuple, vous êtes, depuis dix-huit ſiecles, les

malheureuſes victimes de ces impoſteurs, de ces uſurpateurs, de ces fourbes avides : votre eſclavage, votre pauvreté, ſont leur ouvrage; leurs richeſſes ne sont que vos dépouilles. Dans l'origine, les papes étoient pauvres, ils regorgent de biens; ils étoient humbles, ils ſont devenus les hommes les plus orgueilleux de la terre; ils ſe diſoient les ſerviteurs des ſerviteurs de Dieu, ils ſont devenus leurs maîtres. Liſez leur hiſtoire, vous verrez qu'ils ont long-tems enſanglanté la terre pour former, pour conſerver, pour aggrandir leur domination. Comment donc avez-vous pu les conſidérer comme les miniſtres d'un Dieu de paix! Vous verrez qu'ils ont envahi par ruſe & par violence tous les biens dont ils jouiſſent, et dont ils ont enrichi leurs familles; ces brigands peuvent-ils être les ministres d'un Dieu juste? Vous les verrez preſque tous ſouillés de vices & de crimes, & cependant vous les croiriez les reprſéentans de l'être le plus pur! Quel aveuglement! Comment pouvez-vous croire à un Dieu-homme? Comment pouvez-vous croire que cet homme-dieu ſoit né d'une femme ſans l'œuvre humaine; qu'il ait ſouffert comme nous les infirmités de l'enfance; qu'il ait été pendu publiquement, & qu'il ait reſſuſcité de même, ſans qu'aucun hiſtorien du tems ait rien ſu & rien écrit ſur des événemens ſi extraordinaires? Comment pouvez-vous croire qu'un homme, que les hommes même les plus corrompus puiſſent tous les jours faire un Dieu avec un morceau de pâte, le manger & le digérer? Les cloaques de Rome ſont donc pleins de Dieux? Comment pouvez-vous croire qu'un Dieu immuable ait cependant mille fois changé les lois de la nature en faveur de quelques particuliers aux-

quels les papes attribuent des miracles ? Enfin, comment n'avez-vous pas au moins soupçonné la mauvaise foi de vos prêtres, lorsque vous les voyiez abuser du sommeil de la raison, de l'enfance, pour lui inculquer leurs absurdités ; lorsqu'ils vous défendoient de faire usage des lumières de votre raison dans l'affaire qu'ils vous disoient être la plus importante à votre bonheur ? Comment n'avez-vous pas vu que tant de précautions étoient, de leur part, un aveu que leur religion ne pouvoit pas souffrir le moindre examen de la raison ? Peuples, je dois vous avouer, en face du ciel & de la terre, que tous les mystères, les dogmes & les miracles de votre religion ne sont que des mensonges, des absurdités, des fables ridicules : rejettez toutes ces sottises, rentrez dans la jouissance de vos droits naturels, soyez libres & souverains ; soyez vos seuls législateurs ; renouvellez la république romaine ; mais, pour vous préserver des vices & des abus qui ont anéanti l'ancienne ; ne souffrez, parmi vous, ni patriciens, ni chevaliers, ni cardinaux, ni prélats, ni évêques, ni prêtres, ni moines, ni religieuses, ni vestales ; soyez tous citoyens ; profitez des lumières des Français, pour vous donner une constitution fondée sur vos droits naturels, & qui vous en garantisse la jouissance à perpétuité. Emparez-vous des richesses des églises, employez-les à la plus grande utilité publique ; faites des pensions viagères & honnêtes aux individus religieux des deux sexes, que l'âge où les infirmités empêcheroient de se marier ; donnez des terres & des rentes perpétuelles à ceux & celles qui se marieront ; conservez précieusement vos superbes monuments anciens & modernes, & vos chefs-d'œuvres des arts, pour attirer chez vous les étrangers, qui, par leur con-

ſommation, augmenteront les produits de votre culture & de votre induſtrie. Que votre pays, favoriſé par la nature du ſol le plus fertile, & du ciel le plus ſerein, redevienne le plus libre, le plus riche, le plus heureux; que Rome devienne la ville vraiment ſainte par vos vertus ſociales !

» Je vous remets ma thiare ; j'eſpère que mon clergé ſuivra mon exemple ; Peuple, pardonnez-moi tout le mal que je vous ai fait, & de vous avoir laiſſé juſqu'à ce jour dans l'erreur & dans la miſère ; pardonnez-le-moi en raiſon de mon repentir ſincère & du ſervice que je vous rends; accordez-moi, par faveur, pour le reſte de ma vie, le titre de chef de votre conſeil exécutif, en me ſoumettant aux loix & à la reſponſabilité ».

Saint-Père, quelqu'extraordinaire que vous paroiſſe le parti que je vous propoſe, il eſt le meilleur, & le ſeul qui vous reſte dans les circonſtances très-menaçantes où vous vous êtes mis par vos imprudences. Si vous avez le courage de le prendre, votre peuple, oubliant que vous avez conſtamment fait la guerre à la veuve, à l'orphelin, à la vertu, vous accordera ce que vous lui demandez ; ſi vous dédaignez mes conſeils, votre peuple ſe fera juſtice, il ſe vengera, il vous écraſera, vous & toute votre caſte.

# LETTRE

## AU ROI DE NAPLES.

Le premier Novembre 1792.

SIRE,

Est-il vrai que votre majeſté ſoit déterminée à eſſayer elle-même, en perſonne, ſes armes contre les Français, pour ſecourir votre beau-frère, Louis XVI, votre voiſin, Victor Amedée, & pour ſeconder l'ambition de votre neveu, François II ?

Je ne doute pas, ſire, de votre courage; ſi vos ſoldats n'avoient à ſe battre que contre des ſoldats mercénaires comme eux, peut-être qu'animés par votre exemple, ils braveroient la mort; mais contre des ſoldats citoyens & des citoyens ſoldats; contre des Français qui défendent leur liberté, leurs propriétés, tout ce qu'ils ont de plus cher au monde; contre des Français qui, ſans armes, ſans fortifications, & trahis par leur roi, par leurs généraux, par les gouverneurs & les commandans de leurs places fortes, ont cependant vaincu les meilleurs troupes commandées par le plus grand capitaine de l'Europe, & ont purgé leur territoire des armées combinées de la Pruſſe, de l'Autriche & des émigrés; contre des Français déjà maîtres de la Savoie, du comté de Nice & de pluſieurs villes en Allemagne & dans les Pays-Bas; contre une nation, enfin, qui fait à elle ſeule le quart de la popula-

tion de toute l'Europe, & qui s'eſt levée toute entière, non pour faire des conquêtes & des brigandages, mais ſeulement pour ſe venger des tyrans qui l'attaquent, en portant la liberté dans leurs Etats. Vouloir eſſayer vos armes contre un tel peuple, en vérité, ſire, c'eſt vous expoſer à de grands dangers; je crains bien que vos premiers eſſais mllitaires ne vous ſoient funeſtes; qu'au lieu de lauriers, votre majeſté ne moiſſonne, en France, que des cyprès, comme ont fait les rois de Pruſſe & de Sardaigne, l'Empereur & le duc de Brunswick, & que cette témérité, bien loin de vous couvrir de gloire, ne vous coute l'honneur & la vie, & n'introduiſe l'eſprit révolutionnaire dans vos États, au lieu de l'en éloigner.

Vous n'êtes, ſire, attaqué de cette convulſion nerveuſe dont ſont affectés les rois ligués contre la France, que parce que, comme eux, vous vous êtes laiſſé tromper par la cour de Vienne, par vos ambaſſadeurs, vos courtiſans, vos miniſtres & vos prêtres, ſur les cauſes de la Révolution Françaiſe, & ſur les moyens de la renverſer; ces perfides conſeillers des rois ſont tous intéreſſés à faire cauſe commune avec les mécontens Français, parce qu'ils prévoyent, avec raiſon, que tôt ou tard ils éprouveront le même ſort qu'eux, ſi la Nation Françaiſe conſerve ſa liberté. Trop ignorans pour apprécier les forces de la liberté, la force des vérités que répandent les Français pour détruire les erreurs & les chaînes des peuples & la ſupériorité d'une armée d'homme libres ſur des armées d'eſclaves, ces imbéciles conſeillers ſe ſont imaginé, & ils ont perſuadé à leurs maîtres, que 200 mille ſatellites ſeroient plus que ſuffiſans pour remettre les Français dans les fers, & c'eſt

d'après ces calculs de la ſottiſe & de la férocité qu'on a décidé la convention de Pilnitz.

C'eſt en ne reconnoiſſant que le droit du plus fort, & en comptant ſur la ſupériorité de leurs forces, que les rois coaliſés eſpèrent obtenir les cruels ſuccès qu'ils déſirent ; mais ſi les peuples voyent que cette coalition a pour but eſſentiel de perpétuer le deſpotiſme, & qu'elle eſt une véritable conjuration contre leurs droits naturels ; s'ils reconnoiſſent que leurs deſpotes n'ont d'argent, de ſoldats, de forces que celles qu'ils leurs fourniſſent; s'ils prennent en conſéquence le parti de ceſſer de les armer, de ceſſer d'être les artiſans de leurs propres malheurs, que deviendront ces deſpotes? Que deviendra la royauté? Si la révolution de France ſe répète chez eux, ces événemens ne feront-ils pas l'ouvrage de ceux qui auront eu l'imprudence d'y appeler les Français en s'armant contre eux?

Il eſt déjà probable que la maiſon d'Autriche, dont l'ambition vorace & ſanguinaire a ouvert cet abîme aux Monarques Européens, y ſera précipitée la première ; il il eſt certain que ſans elle ces révolutions ſe feroient faites plus tard, ſans orages, & par l'effet de la lente progreſſion des lumières dont la guerre actuelle accélère la propagation pour le bonheur du monde.

Au ſurplus, ſire, l'idée de l'abolition de la royauté n'eſt allarmante pour la plupart des rois, que parce qu'ils s'aveuglent ſur ſes inconvéniens déſaſtreux pour eux-mêmes, & ſur la fatalité de leur exiſtence. Quel eſt le ſort de la plupart des rois? Ils ſont condamnés par leur naiſſance & leur ſuprématie fantaſtique, à une eſpèce d'enfance perpétuelle; à ne gouter jamais les douceurs de l'amitié ; à ne jamais connoître la vérité ; à être les

jouets perpétuels de l'ignorance, de l'erreur, de l'adulation, de la fourberie, de l'impoſture, de l'intrigue, de l'ambition & de la cupidité de tous ceux qui les entourent; ils ont toujours les mains liées pour faire le bien de leurs peuples, ils ne ſont jamais libres que pour faire le mal; leur inviolabilité les rend odieux en laiſſant impunis tous les crimes qui ſe commettent en leurs noms; des millions d'hommes ſont les victimes innocentes de l'orgueil, de l'ambition, de la voracité d'une poignée de princes, de courtiſans & de miniſtres; le manteau royal ne couvre guères que des automates qui n'aſſiſtent à leurs conſeils que pour y ſigner aveuglément tous ce qu'on leur préſente, & qui ne s'aſſeoient ſur le trône que pour y faire quelques geſtes, & répéter quelques phraſes préparées.

Ces phantômes de la royauté n'en ſont aucune fonction, ils perdent le temps en débauches, en frivolités, ils ne ſont rois qu'en titre & pour la forme ſeulement; enfin, ils ne ſont réellement que les prêtes-noms & les eſclaves de leurs courtiſans & de leurs miniſtres, juſqu'au moment où la haîne des peuples exaltée par l'excès de leur miſère, terraſſe le tyran qui a ſanctionné toutes les cauſes de leur déſeſpoir. Avouez, ſire, que ce tableau de la royauté eſt d'une vérité affreuſe.

Il eſt donc exactement vrai que les rois ne perdroient, par l'abolition de la royauté, ſans effuſion de ſang, qu'un titre vain & très-onéreux pour eux-mêmes, & que cette ſuppreſſion ne feroit funeſte que pour les courtiſans & les miniſtres qui perdroient tous les moyens qu'ils ont accumulés dans leurs mains pour dominer, pour piller & pour s'enrichir. Si quelques rois en ſe flattant préſomptueuſement & vainement de rompre les

chaînes dont la royauté eſt ſurchargée, s'intéreſſoient encore à ſa conſervation, ce ne feroit certainement qu'à condition qu'elle reſteroit revêtue du pouvoir abſolu de donner leurs volontés pour des loix, de ne mettre aucune borne à leurs déſirs, à leurs dépenſes; de n'éprouver aucune réſiſtance, de n'avoir aucun compte à rendre; & qu'avec le droit de laiſſer cet injuſte & funeſte pouvoir à leur poſtérité: mais, ſi les peuples éclairés enfin ſur leurs droits, ſur leurs forces, &, depuis ſi long-temps victimes du deſpotiſme, le repouſſent dans le néant; s'ils veulent que les chefs de leur gouvernement ne ſoient que des Régiſſeurs éclairés, laborieux, honnêtes, électifs, amovibles & reſponſables, que feront ces deſpotes? Je le répète, c'eſt l'imprudent eſſai de l'*ultima ratio regum* contre la liberté de la nation Françaiſe, qui a briſé le ſceptre de cette Monarchie, & la même cauſe pourra produire ailleurs les mêmes effets.

Puiſque cette imprudence eſt ſi ménaçante pour les rois coaliſés, il eſt évident que pour ſortir de l'embarras où les ont jetté leurs perfides conſeillers, ils ne doivent plus les conſulter; ce n'eſt pas ſeulement leur mauvaiſe foi qu'ils ont à redouter, c'eſt auſſi leur ignorance dans la ſcience du gouvernement; &, pour vous en convaincre, ſire, je vais vous eſquiſſer le tableau des connoiſſances & de la conduite des courtiſans, des miniſtres & des ambaſſadeurs.

La ſcience des courtiſans & des miniſtres conſiſte à étudier les inclinations de leurs maîtres pour en abuſer; à carreſſer, à cultiver leurs vices, lorſqu'ils en ont; à leur en donner, s'ils n'en ont point; à les exciter à la profuſion; à leur inſpirer du goût pour les exercices & les amuſemens les plus diſpendieux, ſur-tout pour ceux

qui leur font perdre le plus de tems, & qui les familiarifent avec le meurtre & le fang, tels que la chaffe & la pêche. Leurs talens confiftent auffi à femer la divifion dans la famille royale, afin qu'il y ait toujours à la cour deux partis contraires, entre lefquels fe partage chaque famille de courtifan & de miniftres, pour qu'en tout événement, une partie de chacune de ces familles foit toujours en faveur; cette difcorde perpétuelle dans la famille royale produit des cabales & des fcènes dont les courtifans & leurs femmes fe diftribuent les principaux rôles, & c'eft par ce moyen qu'ils alimentent leur crédit, leur influence, leur ambition, leur avidité, leur orgueil; & pendant que les rois s'occupent de ces tracafferies, de chaffe, de pêche ou de débauches, leurs miniftres & leurs courtifans reftent les maîtres de faire tout ce qui leur plaît. La fcience de ces gens-là confifte encore à fe compofer un maintien digniteux & un protocole de phrafes infignifiantes pour répondre à tout de vive voix & par écrit, fans fe compromettre; à fe faire des partifans par la corruption; à perfécuter les hommes attentifs à leur conduite & dangéreux pour eux par leurs lumières & leur patriotifme; à répandre des efpions par-tout, pour les découvrir; à imaginer des monopoles & des agiotages auxquels ils s'affocient, & des impots, dont la répartition & la perception, foient arbitraires & le produit inconnu, afin d'éviter les preuves de leurs injuftices & de leurs rapines : elle confifte, enfin, à multiplier les branches de l'adminiftration, pour augmenter leurs richeffes & leur autorité, & à compliquer les refforts du gouvernement de la manière la plus ténébreufe, pour cacher leurs fottices & leurs crimes, pour fe rendre perpétuellement néceffaires, &

pour rebuter, par les difficultés, ceux qui voudroient éclairer les abus & les réformer.

Telles font, fire, les connoiffances & la conduite des courtifans & des miniftres : ces fripons s'entendent auffi avec vos ambaffadeurs, également intéreffés, à vous tromper, & qui ne font, ainfi que votre Majefté, inftruits des affaires de France, que par leurs confrères, par les émigrés, par le comité Autrichien, & par les calomnies qu'il faifoit imprimer & répandre dans toutes les cours. Ces ambaffadeurs font, d'ailleurs, trop ignorans pour bien voir, en affaires auffi nouvelles, auffi étrangères à la diplomatie, qui n'eft que morgue, efpionage, intrigue, aftuce, abfurdités & diffimulation.

La fcience du négociateur confifte effentiellement à favoir compofer des conventions fufceptibles de toutes fortes d'interprétations, & dans lefquelles on puiffe toujours trouver des moyens de rupture, felon les circonftances ; enforte qu'on peut dire, avec vérité, que les actes diplomatiques font autant une fource perpétuelle de guerres que les actes des notaires font une fource perpétuelle de procès.

Enfin, fire, les ambaffadeurs font perfuadés, comme les rois, qu'il n'y a point de morale naturelle, univerfelle ; ils ne connoiffent que le droit du plus fort & du plus adroit : les droits de l'homme & des nations n'exiftent point pour eux ; jamais les intérêts directs des peuples n'entrent pour rien dans leurs négociations, excepté en matière de commerce pour en multiplier les entraves, pour en faire des moyens de rapines & d'hoftilités, enforte que la guerre des douanes remplace toujours celle des armes, & fouvent la renouvelle. Telle eft, fire, la fcience diplomatique ; il avoit donc raifon, le grand

Fréderic, d'avoir le plus profond mépris pour le grimoire & pour les excellences de la diplomatie.

Tels ſont, ſire, les repréſentans & les conſeillers des rois dans toutes les cours de l'Europe. Voilà, comme ſont adminiſtrées les affaires intérieures & extérieures des États Monarchiques: interrogez tous ces gens-là, ils vous diront que les peuples ne peuvent être gouvernés que par l'ignorance, l'erreur & la crainte; par l'impoſture & la force. En conſéquence, les prêtres ſe ſont chargés d'empoiſonner l'homme dès l'enfance, d'erreurs & de ſuperſtitions; & les guerriers ou les nobles ſe ſont chargés de convertir les incrédules, & de réduire les inſurgens à coups de ſabres & de fuſils: & voilà ce qu'ils appellent *: l'art de régner.*

Telle eſt la ſource de tous les maux, qui, depuis tant de ſiècles, déſolent les Nations. C'eſt ainſi que chaque inſtant de la vie des rois, eſt ſouillé d'une foule de crimes, que commettent impunément leurs mandataires en leurs noms. C'eſt cet abominable régime, qui a détruit les empires, dont il ne reſte que le ſouvenir. C'eſt là paſſion pour le deſpotiſme qui a conduit, ſur l'échafaud, Charles I.er en Angleterre. C'eſt le deſpotiſme rapace qu'exerçoit le miniſtère anglais ſur ſes colonies américaines, qui leur en a fait ſecouer le joug. Les Suiſſes ne ſe ſont également rendus libres, que pour ſe débaraſſer de la tyrannique domination de l'Autriche. Enfin, c'eſt le deſpotiſme qui a détruit, en France, la royauté, & les rois qui, comme Louis XVI, s'opiniatreront à vouloir conſerver ce pouvoir arbitraire, éprouveront tôt ou tard le même ſort que lui.

Je voudrois vous détourner, ſire, de tout projet hoſtile contre les français, parce que ces hoſtilités introdui-

font certainement l'eſprit d'inſurrection parmi vos peuples, qui ſont extrêmement miſérables. J'ai viſité une grande partie de vos provinces; j'ai vécu long-temps à Naples, j'ai fréquenté votre cour; je vous ai étudié, ſire; j'ai étudié la reine, vos miniſtres & vos peuples; je connois les vices de votre gouvernement, la ſituation de vos affaires; & je puis vous donner de bons conſeils. Pour juger d'avance du dégré de confiance que vous pouvez m'accorder, liſez, ſire, dans le Moniteur Univerſel de France, du 15 juillet, des 4 & 20 août, du 1er & 30 octobre, mes lettres au roi de Pruſſe, au duc de Brunſwick, au roi de Sardaigne & au Pape; votre majeſté verra que ce que j'avois prédit à ces princes eſt arrivé. Je ne vous répéterai point, ſire, ce que je leur ai dit ſur les vraies cauſes de la révolution françaiſe, puiſque vous pouvez le lire dans mes ſuſdites lettres; je ne vous entretiendrai que de vos intérêts les plus preſſans, je vous ferai connoître la conſpiration habituelle de votre méchante épouſe, & du ſcélérat Acton contre vous, contre votre famille, & les moyens de ruiner leurs projets. Je vous ferai connoître les vices de votre gouvernement, & les moyens de les réformer. Je vous ferai voir combien votre marine eſt pitoyable & ruineuſe, & comment vous pouvez la rendre utile; combien vos peuples ſont ſuperſtitieux, ignorans, corrompus & mépriſables, & comment vous pouvez les rendre éclairés, bons & heureux.

Mon zèle pour votre bonheur, ſire, eſt fondé ſur la certitude que j'ai, que la nature a tout fait pour vous, & que les efforts de l'art n'ont pu parvenir à détruire en vous un eſprit juſte & une ame honnête; je prouverai, par quelques détails, que mes ſentimens pour

vous ſont les effets d'une eſtime ſentie. Ce ſont ces ſentimens qui me font un beſoin de vous rendre le triple ſervice de vous porter ſecours par mes conſeils, & de vous éclairer ſur vos défauts, avec autant de juſtice & de franchiſe, que j'en emploÿerai à prouver les bonnes qualités de votre eſprit & de votre cœur.

Je ſais que vous n'avez reçu ſire, aucune éducation, & je vous en félicite, parce que dans les états catholiques, l'éducation des princes deſtinés au trône, n'eſt jamais confiée qu'à des nobles & à des prêtres intéreſſés à corrompre l'eſprit & le cœur de leurs élèves, en leur inculquant des erreurs favorables à leur ambition, en leur faiſant contracter des goûts & des habitudes vicieuſes dont ils ſe promettent d'abuſer, & en leur laiſſant ignorer tout ce qu'ils devroient ſavoir. Cette privation d'inſtruction dans votre majeſté, n'a pas ſuffi pour tranquilliſer la reine, vos courtiſans & vos miniſtres ſur les inquiétudes que leur cauſoient votre excellente judiciaire & votre amour pour la juſtice; pour vous éloigner encore davantage des affaires, & pour gouverner en votre nom, ils ſe ſont efforcés d'aſſoupir vos bonnes qualités en vous donnant la malheureuſe paſſion de la chaſſe & de la pêche, qui vous font perdre les neuf dixièmes de votre temps, Malgré ces défauts & votre inexpérience dans la ſcience du gouvernement, vous êtes un génie, ſire, en comparaiſon de votre frère d'Eſpagne; vous avez infiniment plus d'eſprit que votre gendre de Vienne; vous n'avez ni l'obſtination, ni le goût du faſte & de la fauſſe grandeur de votre confrère de Turin, & vous avez une qualité rare dans les princes; c'eſt qu'au lieu d'être prévenu en votre faveur, vous vous méfiez conſtamment

de vous-même, vous ſavez interroger & écouter; dans une foule de raiſonnemens, vous ſaiſiſſiez le meilleur; toutes les fois que vous avez voulu prendre en main les rênes du gouvernement, vous vous en êtes acquitté à merveille; ſans inſtruction, votre ſimple bon ſens vous conduit aux réſultats que d'autres n'ont ſaiſi qu'à force d'étude & d'expérience; enfin, vous avez un caractère probe & décidé, par le bien que vous avez fait, on peut juger de celui que vous ferez lorſque vous en ſentirez la néceſſité; il ne vous manque donc, ſire, pour règner avec ſageſſe & ſuccès, que de renoncer aux frivolités & de vous pénétrer d'une volonté bien déterminée d'être véritablement roi.

Je me ſouviens qu'étant à Florence, vous demandâtes, ſire, à Léopold, qui vous étaloit ſes connoiſſances dans l'art de régner: *Combien as-tu de Napolitains dans ta Toſcane?* Il y en a peu, vous répondit-il. *Hé bien*, lui répliquâtes-vous, *j'ai pluſieurs milliers de Toſcans dans mes Etats*. Cette réponſe, ſire, eſt plus brillante que ſolide, & vous auriez tort d'en conclure que vos Etats ſont mieux gouvernés que ceux de la Toſcane. Le territoire Toſcan eſt peu fertile; & quoiqu'il n'y ait pas un pouce de terrein perdu, ſes productions ne ſuffiſent point à ſa population; il faut donc que l'excédant de cette population aille chercher à vivre ailleurs. Si l'émigration eſt moindre dans les deux Siciles, c'eſt que leur territoire, quoique mal cultivé, eſt d'une fertilité ſi grande, qu'il pourroit nourrir une population double de la ſienne; c'eſt encore que les Napolitains groſſiers, ſans éducation, ſans talent, ſans inſtruction, trouveroient ailleurs peu de reſſource, tandis, qu'au contraire, les Toſcans pleins d'aménité, d'intelligence & de lu-

mières, trouvent par-tout des moyens de fortune.

Je vous rappellerai, ſire, avec plus d'intérêt, la leçon que vous donnâtes à Joſeph II pour le guérir de ſa novomanie. „ Tu as tout changé dans tes Etats, lui diſiez-vous, tu veux enſeigner tout à tes ſujets, tu voudrois leur donner un nouveau ſoleil, une nouvelle „ terre, cependant tout va de mal en pire chez toi, la „ misère n'y a jamais été ſi grande que depuis que tu es „ ſur le trône, ta population diminue à vue d'œil; „ quant à moi, je penſe que lorſqu'on ne peut changer „ les choſes en bien d'une manière évidente, il vaut „ mieux les laiſſer comme elles ſont; cependant ſi l'on „ me propoſoit le vrai bien; & que ce vrai bien me „ fût démontré, je le ferois avec la plus grande ſatiſ„ faction „.

Ce diſcours eſt celui d'un ſage; on y reconnoît votre bon eſprit, ſire, votre excellent cœur, l'un & l'autre diſpoſés à ſentir la vérité, à l'embraſſer; hé bien, je vais vous la dire.

Sachez d'abord, ſire, qu'il vous eſt impoſſible d'éviter une révolution orageuſe chez vous, ſi vous continuez de prendre les intérêts de Louis XVI & ceux de la maiſon d'Autriche, & ſi vous ne vous hâtez de faire dans votre gouvernement les réformes néceſſaires. Sachez auſſi qu'il vous ſera impoſſible de ſuivre ces conſeils auſſi long-temps que vous ſerez ſous la domination de l'Autrichienne la plus dévorée d'ambition pour ſa famille & de haîne contre la vôtre; d'où il réſulte que les premiers actes de juſtice que vous devez à vos peuples qui déteſtent la reine & le général Acton, & que vous vous devez à vous-même pour la ſûreté de votre vie, ſont de faire renfermer promptement votre redou-

table ennemie, ou de la renvoyer à Vienne ſous garde sûre & de faire pendre Acton. Oui ſire, ſans ces opérations préalables, vous ne pourrez ni éviter votre perte, ni conquérir la confiance & l'amour des Napolitains, dont vous avez abſolument beſoin pour faire ces réformes convenables à vos vrais intérêts, qui ſont inſéparables, & les mêmes que ceux de vos peuples.

Vous n'êtes pas, ſire, dans le cas de l'empereur Claude, qui ſeul dans Rome ignoroit les débordemens de Meſſaline; je me rappelle la réponſe ſpirituelle que vous fîtes à un courtiſan qui vous plaignoit du libertinage de la reine; *laiſſez-la faire*, lui répondites-vous, *elle croiſera ma race qui en a beſoin;* mais vous ignorez les excès auxquels ſe livre cette femme lubrique avec ſon cher Acton. Voyez-les ſe voluptueuſer derrière une tapiſſerie à claire-voie qui les cache & les laiſſe jouir du ſpectacle des deux ſexes nuds, exécutant tous les actes de la pédéraſtie, de la tribaderie, &c....

Parce que vous n'avez fait, ſire, aucune étude, vous avez une grande opinion du ſavoir de la reine, elle vous en impoſe par quelques lieux communs d'hiſtoire, de philoſophie & de médecine, dont elle a chargé ſa mémoire, & dont elle fait les plus ſottes applications; c'eſt une pedante abſurde qui a lu quelques livres ſans y rien comprendre, & qui n'a aucune connoiſſance réelle, aucun talent, aucune vertu; vous reconnoîtrez vous-même, ſire, la ſottiſe de la reine, ſi vous faites attention avec quelle rapidité, dans ſon bavardage, elle paſſe d'un ſujet à un autre ſans ſuite, ſans rapports entre eux, il lui eſt impoſſible de lier enſemble trois idées concordantes. Rappellez-vous, ſire, la conſultation qui ſe tint en 1788 dans la chambre du feu prince royal,

qui ſe mouroit; ſa marâtre n'eût-elle pas l'impertinence d'interrompre les médecins les plus célebres, pour leur citer des phraſes qu'elle avoit lues dans l'avis au peuple de Tiſſot, & dont elle faiſoit la plus fauſſe application par excès de préſomption & de bétiſe. Si cette femme n'étoit que libertine & pédante, elle ne feroit que mépriſable, & je n'en parlerois pas; mais elle prodigue à ſon amant, à ſes tribades, à ſes favoris, le ſang de vos peuples, ſire, qu'elle ſe fait un plaiſir de ruiner, comme faiſoit ſa ſœur Antoinette en France; mais cette femme vous déteſte, elle ne s'intéreſſe qu'à faire retomber votre royaume ſous la domination Autrichienne; c'eſt pour cela qu'elle a détruit, tant qu'elle a pu, ſes enfans mâles, & qu'elle ne conſerve que ſes filles; &, ſi vous ignorez ces vérités, ſire, vous êtes le ſeul dans Naples; enfin, c'eſt parce qu'on connoît cette ſcélérateſſe de la reine, qu'elle eſt en exécration à tous vos ſujets, qui l'accuſent d'ailleurs, avec juſtice, de tous les maux qu'ils ſouffrent; il vous eſt donc impoſſible, ſire, de vous faire aimer de vos malheureux ſujets, ſi vous ne les délivrez pas, ainſi que vous-même, de cette femme horrible, d'Acton & des autres miniſtres & favoris qui ont leur confiance particulière.

L'hiſtoire nous montre aſſez de monarques que les infidélités de leurs épouſes n'ont point empêché de régner avec gloire; mais, c'eſt qu'ils ne leur permettoient pas de ſe mêler, en aucune manière, des affaires du gouvernement; & vous, ſire, comment pouvez-vous ſouffrir qu'une femme telle que Marie-Caroline régne à votre place! N'eſt-ce pas vouloir le malheur de vos peuples? N'eſt-ce pas courir à votre perte? Quelle honte qu'un pareil monſtre préſide à votre conſeil

d'Etat, & dirige tous vos intérêts publics, pendant que vous faites la guerre aux bêtes fauves, aux poiſſons, pendant que vous vous amuſez à vendre le produit de votre pêche à vos poiſſardes, à écouter leur groſſièretés, à leur en répondre dans leur patois, à manger le macaroni à leur manière, en les contrefaiſant, en leur prenant les mains! Vous croyez, ſire, vous faire aimer de vos peuples par cette exceſſive popularité, vous vous trompez, cette conduite ne plaît qu'à cette dernière claſſe du peuple, qui mérite, à Naples, le tître mépriſant de *canaille*, parce que les individus, qui la compoſent, ne ſavent ni lire, ni écrire, n'ont ni feu, ni lieu, ſont preſque nuds, & couchent conſtamment dehors, ſous un ciel qui, à la vérité, eſt preſque toujours pur & ſerein. Quelques poignées de macaroni mal cuit, quelques fruits & quelques verres d'eau à la glace, toutes choſes qu'ils ſe procurent, pour ſix ou ſept grains, ſuffiſent chaque jour à leur nourriture; enſorte que les ſalaires de trois commiſſions qu'ils font dans une matinée, leur procurent de quoi vivre pendant deux jours; ils paſſent le reſte du tems, tantôt à ſe pâmer de rire devant un Polichinel, tantôt à pleurer à chaudes larmes, & à ſe donner des coups de poing ſur la poitrine devant un charlatan religieux, qui les effraye par les grimaces convulſives qu'il leur fait, en les menaçant des tourmens horribles de l'enfer; charlataniſme extrêmement dangereux, & que vous n'euſſiez jamais dû ſouffrir. Cette populace vit ſans ſoucis, ſans inquiétude, elle ſe croit heureuſe, & ce ſont les ſeules gens qui vous aiment, ſire, les autres claſſes du peuple qui ont quelque inſtruction, quelque talent, quelques propriétés, ſentent bien leur miſere, ils en connoiſſent

F 4

les caufes, & ils vous méprifent. Un fait que je me rappelle, me prouve combien vous êtes dans l'erreur à cet égard ; le voici :

Un jour caufant avec l'empereur Jofeph II, vous lui dites : Sire, avec cette ingénuité qui peint votre bon caractere, ,, Tu menes une vie dure, tu manges mal, tu digeres mal, tu dors mal, tu veux tout faire, tu ennuies tes miniftres & tes départemens, tu es martyre de ta novomanie, tu te fais haïr de tous tes fujets, au point qu'ils fe réjouiffent toutes les fois qu'ils te voient entreprendre quelque voyage, tandis que moi, je mange bien, je digère de même, je dors tranquillement, je m'amufe, & je fuis tellement adoré de mon peuple, que, lorfque je veux m'abfenter, je fuis obligé de m'en aller de nuit, fans quoi il ne me laifferoit point partir. ,,

Ce qui vous concerne perfonnellement, Sire, dans ce difcours, n'eft pas entièrement exact. La claffe très-nombreufe des *Paglietti*, tout en rendant juftice à vos bonnes qualités, déplore votre aveuglement, votre foibleffe exceffive envers la reine & le général Acton; oui, fire, les bons citoyens de votre capitale vous reprochent non-feulement le tems que vous perdez à des exercices abrutiffans, ils vous reprochent auffi de vous être déshonoré par le traité honteux que vous avez fait avec Pie VI, fans motifs & fans raifon; fi vous vous êtiez feulement donné la peine, fire, de lire l'hiftoire civile de Giannone, vous auriez vu qu'aucun prince étranger, & encore moins un vilain prêtre, ne peut avoir de droits fur la nomination aux évêchés, & autres bénéfices de vos Etats. En ne confultant même que votre bon fens naturel, il vous diroit qu'on peut très-bien

ſe paſſer d'évêques, de bénéficiers, de moines, de chanoines, de religieuſes, & de toutes autres inſtitutions de ce genre, qui ne ſont que les créations de l'impoſture la plus ambitieuſe & la plus avide, depuis trop long-tems reſpectées par l'ignorance, l'erreur, la ſuperſtition, la crainte & la crédulité; je reconnois bien dans cet abſurde concordat la main de Marie-Caroline, qui joue ridiculement l'eſprit fort, quoique remplie de ſuperſtition, & qui ſait allier la dévotion des femmelettes avec les crimes des ſcélérats.

Quant aux habitans de vos provinces, ils ne vous aiment, ſire, ni ne vous eſtiment; ceux de l'Abruze & de la Capitanate vous déteſtent, & principalement ceux des deux Calabres & de la Sicile; ils vous reprochent avec juſtice de n'avoir jamais viſité leurs provinces ruinées par des tremblemens de terre, & où vous auriez dû employer au ſoulagement de leur miſere les ſommes immenſes que vous avez proſtituées en voyages inutiles chez l'étranger. Je ſais que vous avez deſtiné, ſire, quelques ſommes au ſoulagement de ces malheureux, mais au lieu de les leur envoyer par Pignatelli, qui en a détourné à ſon profit la plus grande partie, & qui a ainſi dévoré la ſubſtance du pauvre impunément, parce qu'il eſt protégé par la reine, vous auriez dû, ſire, leur porter & leur diſtribuer équitablement ces ſecours vous-même; en rempliſſant ce devoir, ſi digne d'un bon roi, vous auriez acquis l'eſtime des hommes ſenſibles & la toute-puiſſance que donne la reconnoiſſance & l'amour des peuples.

Que n'auriez-vous point à craindre, ſire, du mécontentement de vos malheureux ſujets, ſi, pour ſe venger de vos inſultes, les Français alloient leur propoſer de

les délivrer de tous les genres de tyrannie qui les oppriment? Hé bien! ſachez, ſire, que le nouveau gouvernement de France eſt irrité des mauvais traitemens qu'ont éprouvé les Français qui réſidoient dans vos Etats lors de la révolution de leur patrie, & de l'accueil que vous avez fait depuis aux émigrés ; il eſt irrité des calomnies de votre ambaſſadeur à Conſtantinople pour empêcher la réception de M. de Semonville à cette cour; il eſt irrité des ordres donnés par le général Acton pour mettre en quarantaine, & pour priver de toute communication les vaiſſeaux français armés en guerre qui paroîtront dans les ports de Meſſine & de Siracuſe, & bientôt, ſire, vous pourrez être la victime de ces attentats aux droits des gens, ſi vous ne les réparez pas promptement par le rappel de votre fougueux ambaſſadeur à la Porte, par la déclaration la plus authentique de votre neutralité dans les affaires de France, par l'expulſion des émigrés qui peuvent être dans vos Etats, par le déſaveu & la révocation des ordres donnés contre les vaiſſeaux français. Ne négligez, ſire, aucuns de ces moyens, ce n'eſt que par eux que vous pourrez déſintéreſſer les Français à tirer vengeance des inſultes qu'on leur a faites en votre nom ; comme ce n'eſt qu'en vous débarraſſant de vos ennemis domeſtiques que vous pourrez gagner la confiance de votre nation, & les forces & le tems néceſſaires pour rétablir dans vos états l'ordre, la juſtice, l'abondance & la félicité par les moyens que je vais vous expliquer.

Le gouvernement d'une nation, telle que la vôtre, ſire, dont le territoire eſt aſſez vaſte & aſſez fertile pour produire abondamment tout ce qui eſt néceſſaire aux beſoins de ſes habitans, doit être eſſentiellement

agricole, c'eſt-à-dire, que tous ſes ſoins doivent avoir pour but eſſentiel la plus grande proſpérité de ſon agriculture, la plus grande abondance de ſes productions territoriales, d'où réſultent néceſſairement les plus grandes reſſources du commerce & de l'induſtrie, l'aiſance générale de toutes les claſſes des citoyens, & la richeſſe du revenu public.

Pour obtenir cette grande proſpérité de l'agriculture, le gouvernement doit faire enſorte qu'il ſoit exactement vrai que de toutes les ſpéculations lucratives, conſtantes & ſolides, aucunes ne ſoient plus avantageuſes que celles en économie rurale, afin que les richeſſes des capitaliſtes & des cultivateurs ſoient toujours employées de préférence aux opérations agricoles.

Il faut en ſecond lieu établir dans chaque principale ville des provinces du royaume une banque rurale où les papiers de commerce puiſſent être eſcomptés à un intérêt modique, & où, moyennant un foible intérêt & une caution ſolvable, on puiſſe emprunter l'argent néceſſaire pour exécuter de bonnes opérations agricoles, ou pour établir des manufactures à l'uſage du peuple. Dona Eléonore Fonceca Pimentel à fait ſur cette matière un ouvrage intéreſſant, & cet auteur mérite que vous récompenſiez, Sire, ſes talens & ſes vertus.

Plus les avances qu'on fait à la terre, ou plus les dépenſes de la culture ſont conſidérables & bien faites, plus alors la terre produit; elle reſtitue par ſes productions, non-ſeulement toutes les avances des cultivateurs, & l'intérêt de ces avances, & l'intérêt de celles des propriétaires fonciers, mais encore un excédant conſidérable, & dans cet excédant, ou produit net de la culture, ſe trouve la portion qui appartient au revenu public;

enſorte que ce revenu, ou l'impôt territorial, & les bénéfices que ſont les cultivateurs & les propriétaires fonciers, ne coûtent rien à perſonne, & ſont un pur don de la nature ou de la terre.

Pour obtenir ces avantages de la culture, il faut que les avances ou les dépenſes néceſſaires pour obtenir les récoltes, chaque année, pour entretenir les inſtumens arratoires, pour indemniſer les cultivateurs des pertes qu'ils éprouvent par les intempéries des ſaiſons, par les maladies & les mortalités des beſtiaux, & pour l'entretien & l'amélioration des avances qui ſont à la charge des propriétaires fonciers, il faut, dis-je, que toutes ces avances ſoient parfaitement libres & immunes; d'où il ſuit que la contribution publique aux dépenſes du gouvernement, ne doit être aſſiſe que ſur le produit net de la culture. On a calculé, en France, que le cinquième de ce produit net eſt tout ce qui appartient au revenu public, & l'on a démontré que tout autre impôt étoit arbitraire, oppreſſif & ruineux pour la nation & pour le gouvernement.

D'après ce principe, il faut que le commerce & l'induſtrie ſoient parfaitement libres & immunes.

Il faut que la concurrence des vendeurs & des acheteurs, des artiſans & des fabricans, ſoit la plus grande poſſible. D'où il ſuit que les priviléges excluſifs de négoce & de manufactures & les monopoles, ſont des crimes, & que vendre le droit de travailler, c'eſt vendre le droit de vivre; c'eſt une atrocitée.

Il faut enfin que la circulation des ſubſiſtances & des marchandiſes brutes & ſabriquées, leur importation & exportation ſoient faciles, libres & immunes, il ne faut donc pas qu'elles ſoient arrêtées, ni rançonnées en route

par des péages inutiles, par des douanes & des impôts à l'entrée ni à la sortie, qui font perdre beaucoup de temps aux voituriers, qui augmentent leurs frais, qui causent l'avarie des marchandises, & qui les renchérissent aux dépens des producteurs & des consommateurs.

Il suit de ces principes certains qu'une des premières opérations que vous devez faire, Sire, pour le rétablissement de l'agriculture de votre royaume, c'est de faire établir, le plutôt possible, par des hommes intègres & intelligens, la contribution du cinquième du produit net de toutes les propriétés foncières, sans exception, en annonçant que les autres impôts seront supprimés à mesure que le produit de cet impôt territorial suffira aux dépenses indispensables du gouvernement.

Je vous observe à ce sujet, Sire, que le produit de cette contribution sera foible d'abord, parce que la culture de votre territoire est misérable, mais qu'il augmentera & deviendra bientôt considérable sous le régime de l'ordre. Je vous observe, en second lieu, que les ressources & les réformes que je vais vous indiquer diminueront tellement les dépenses de votre gouvernement, qu'à l'instant où vous aurez décidé ces opérations, vous pouvez supprimer les impôts les plus onéreux, tels que ceux qui renchérissent la nouriture, le vêtement, toutes les consommations du peuple.

D'après ces conseils, vous devez entrevoir, Sire, combien votre gouvernement est vicieux dans ces parties essentielles, combien la source de vos richesses, ou l'agriculture de vos Etats est appauvrie par une multitude d'impôts arbitraires & d'établissemens ruineux.

Renoncez, Sire, aux pâturages usurpés par vos prédécesseurs, dans vos provinces de Tavoglière & de Regii-

Stuchii. C'eſt un deſpotiſme abſurde, de vendre à des bergers le droit de faire paître leurs moutons dans des plaines où l'on pourroit cultiver très-avantageuſement des blés, des vignes, des oliviers, & d'empêcher les propriétaires de ces terres de les mettre en valeur. Les rois ſont-ils faits pour ſtériliſer & dépeupler la terre ?

Souvenez-vous, Sire, que vos Etats étoient, il y a vingt-deux ſiècles, partagés en pluſieurs républiques, preſque toutes démocratiques, extrêmement riches & peuplées, & que la Sicile étoit le grenier de l'Europe ; que ces pays ſont affreuſement changés, depuis qu'ils ſont ſous la royauté !

Toutes vos villes & vos bourgs avoient, ſous la domination des Romains, des municipalités populaires. Ces municipalités, depuis long-temps entre les mains des nobles, forment des ariſtocraties tyranniques qu'il faut abolir. Rendez, Sire, à vos peuples, l'adminiſtration des propriétés publiques & de leurs intérêts communs. Rendez-leur l'élection de leurs officiers municipaux, de leurs juges, des miniſtres de leurs cultes, & de leurs repréſentans ; rendez-leur la répartition & la perception de leurs contributions. Ces peuples alors ſortiront de l'état preſque ſauvage auquel ils ſont réduits, ils ſe formeront un véritable eſprit public, national & patriotique ; ils deviendront une véritable nation, au lieu de n'être que des troupeaux d'eſclaves.

Vos provinces, Sire, ſont déſolées & dévorées par un code féodal, qui rend les neuf dixièmes de votre nation eſclave de la nobleſſe. Nulle part, cette nobleſſe n'a fait autant de mal que dans les deux Siciles, parce que nulle part elle ne poſsède des droits plus abſurdes & plus tyranniques ; il faut donc abolir cette nobleſſe

& ſon miſérable code, les fiefs, les juſtices ſeigneuriales, & tous les droits qui y ſont attachés.

Quoique la néceſſité de détruire cette nobleſſe ſoit ſuffiſamment juſtifiée par les brigandages que vos nobles exercent ſur vos cultivateurs, Sire, & par l'hiſtoire qui accuſe les anciens nobles d'avoir rendu les peuples eſclaves, & leur poſtérité d'avoir perpétué cet eſclavage, & par les efforts que font actuellement ces nobles pour étouffer la liberté françaiſe; cependant je crois devoir éclairer encore votre majeſté par les raiſons ſuivantes, ſur la néceſſité de détruire ce fléau.

La nobleſſe eſt une diſtinction. Toute diſtinction, dans la ſociété, ſuppoſe, dans celui qui l'obtient, des ſervices par lui rendus à la ſociété; or, un enfant qui vient de naître, n'a rien mérité, il eſt donc abſurde de lui donner la diſtinction de la nobleſſe avec toutes ſes prérogatives.

Mais, dit-on, par l'hérédité de la nobleſſe, on reconnoît, dans cet enfant, les ſervices de ſes ancêtres. On demandera d'abord à qui ont-ils rendu ces ſervices, puiſque les peuples étoient eſclaves, & que la plupart le ſont encore.

Ces ſervices ne ſont que des ſuppoſitions gratuites, puiſque, dans l'origine, la nobleſſe s'acquéroit par le ſimple ſervice militaire, qui n'étoit alors qu'un brigandage atroce, ou par l'acquiſition d'un fief, qui ne ſuppoſe aucun mérite, aucun ſervice, & qui n'étoit qu'une uſurpation; ou par la faveur du prince, qui, le plus ſouvent, ne récompenſoit ainſi que la baſſeſſe & la proſtitution. L'hérédité de la nobleſſe ne rappelle donc que des uſurpations & des crimes impunis.

L'hérédité de la nobleſſe, eſt une diſpenſe de mériter cette diſtinction ; & quoi de plus abſurde, de plus injuſte, de plus anti-ſocial, que de diſpenſer une claſſe d'hommes d'acquérir du mérite ? N'eſt-ce pas vouer cette claſſe à l'ignorance, à l'orgueil, à tous les vices ? Eſt-il tolérable que les honneurs, les dignités & les premiers emplois du gouvernement, qui exigent des talens & des vertus, ſoient excluſivement réſervés aux hommes les plus ignorans, les plus corrompus ? N'eſt-ce pas éteindre l'émulation dans les autres claſſes de la ſociété ? n'eſt-ce pas vouer cette claſſe privilégiée à la jalouſie, à la haine des autres claſſes qu'elle mépriſe, qu'elle opprime & qu'elle ruine ?

Quelle inconſéquence de mépriſer, d'exclure de la ſociété les bourreaux qui ſont métier de tuer les criminels, d'après les ordres de la juſtice, & de reſpecter, de donner le premier rang, dans la ſociété, à des hommes qui ſollicitent l'emploi de maſſacrer, au ſeul ordre d'un deſpote, des milliers d'innocens, de ravager les récoltes, d'incendier les villes, les campagnes, de violer, d'égorger les filles, les femmes, les enfans & les vieillards; de faire, en un mot, le métier de la guerre, qui eſt exactement la réunion de tous les crimes. La profeſſion militaire, n'eſt honnorable que dans les républiques démocratiques, où tous les citoyens ſont ſoldats, & lorſqu'ils emploient leurs armes à la défenſe de leur liberté & autres droits naturels.

Monteſquieu, gentilhomme gaſcon, a dit : *Point de monarchie ſans nobleſſe, elle eſt le ſoutien du trône ;* & les nobles ſe ſont fait une arme de cette aſſertion, pour défendre leurs prérogatives : ils avoient raiſon ; car,

car, monarchie & defpotifme, étant finonimes par le fait, & le defpotifme ne pouvant s'exercer que par la violence, il faut bien que les defpotes s'entourent de gens d'armes, pour contenir, dans la crainte & dans une obéiffance fervile, les peuples qu'ils pillent & qu'ils oppriment, ou pour repouffer leurs infurrections. Or, détruire la nobleffe, c'eft défarmer le defpotifme, c'eft le détruire; &, dans ce fens, il eft vrai de dire, point de monarchie fans nobleffe. Un homme d'efprit a expliqué comment la nobleffe eft le foutien du trône. Il a dit, qu'elle le foutenoit comme la corde foutient le pendu, en l'étranglant. En effet, les nobles n'ont pas ceffé de faire la guerre aux rois, jufqu'à l'ép que de la deftruction de leurs châteaux-forts; & depuis que, fous prétexte de les apprivoifer, on a fait la fottife de les attirer dans les cours, ils s'en font rendus les maîtres; ils n'ont pas ceffé d'y folliciter des penfions, des gratifications, des moyens de dominaton & des rapines. C'eft cette perpétuelle mendicité des nobles, qui, par-tout, dévore les contributions des peuples, ruine les états; & c'eft ainfi que la nobleffe foutient le trône. Puifqu'elle eft un fléau pour les rois & pour les peuples, il faut donc l'abolir. Qu'il n'y ait donc plus de diftinctions héréditaires.

Aboliffez auffi, Sire, les primogénitures, les droits d'aîneffe, les fidéi-commis & les fubftitutions foncières.

Aboliffez l'ufage abfurde des contrats à la voix.

Réformez de votre marine les gros vaiffeaux & les frégates de trente-fix pièces de canon de 24 livres de bales, ils vous font inutiles & onéreux; Acton ne vous a fait confentir, Sire, à cet établiffement, que

pour se procurer un nouveau moyen de pillage, pour fournir plus d'argent à la reine, & pour s'enrichir lui-même. Votre marine ne doit avoir pour objet que de protéger vos côtes & votre commerce contre les barbaresques. Ces pirates n'ont que de petits vaisseaux, pour pouvoir approcher les côtes d'Afrique, qui ont peu de fonds, & qui, par cette raison, sont inabordables aux gros vaisseaux; d'ailleurs, les gros vaisseaux ne valent rien pour donner la chasse aux chébecs & aux brigantins africains, qui sont extrêmement légers & vîtes à la course, il faut donc que les bâtimens qui les poursuivent, soient de la même légèreté; toutes raisons qui prouvent l'ignorance ou la mauvaise foi d'Acton.

Dès que l'ordre sera rétabli chez vous, sire, vous pourrez réduire le nombre de vos troupes à douze mille hommes, ils suffiront pour protéger la sûreté publique dans vos états; vous distribuerez cette force publique dans vos provinces, pour y faire continuellement la guerre aux vagabonds, aux brigands, aux voleurs. Vous licencierez le reste de votre armée, parce qu'elle ne seroit qu'une dépense inutile & onéreuse pour votre nation, qui ne doit payer que ce qui est nécessaire à sa prospérité; par cette même raison, vous devez supprimer aussi vos ambassades, qui sont absurdes, dangereuses, ruineuses & réellement inutiles, ainsi qu'il résulte des observations suivantes.

La position géographique de vos Etats, sire, est unique & la plus heureuse de toute l'Europe; vous n'avez point de voisins dangereux; les Barbaresques seuls vous incommodent; mais en vous concertant avec les Espagnols & les Français, pour délivrer à jamais & réciproque-

ment votre commerce de ces pirates, l'opération ne feroit ni longue, ni difficile, ni dispendieuse. Séparé de toutes les grandes puissances, elles n'ont rien à démêler avec vous, vous n'avez aucun intérêt immédiat à leurs affaires; & en vous préservant des sottises des ambassadeurs, des alliances inutiles & des ligues dangereuses, votre majesté seroit dispensée d'entrer dans leurs tracasseries politiques, & pourroit jouir, chez elle, d'une paix perpétuelle.

Un des plus grands services que vous puissiez rendre à vos peuples, sire, c'est de briser, pour toujours, les chaînes de l'erreur & de la superstition, que les prêtres leur imposent dès l'enfance, pour les tenir, pendant toute leur vie, sous le joug de leur orgueil, de leur ambition & de leur cupidité. Sire, ces prêtres sont plus rois que vous, plus puissans, plus despotes, car ils exercent leur despotisme jusques sur les rois, vous l'éprouvez tous les jours; & je le répète, votre concordat avec le pape en est une preuve bien honteuse. C'est en votre nom, sire, que votre peuple reçoit les ordres de vos mandataires, & vous ne les leur donnez que publiquement; c'est au nom de Dieu qu'il reçoit ceux des prêtres, & ces athées les leur donnent en chaire & dans le confessionnal; en chaire, ils lui disent: obéissez aux rois, respectez-les; mais dès qu'un roi contrarie les intérêts du prêtre, celui-ci dit à l'oreille du peuple, sans témoins & sans risques: il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux rois, le vôtre est un tyran, un impie, il est l'ennemi des prêtres, qui sont les organes de la divinité; il est donc l'ennemi de Dieu, & vous devez le venger, en faisant périr son ennemi; il lui persuade en même tems que ce régicide lui méritera son bonheur éternel,

s'il a le courage de l'exécuter, & qu'il ne peut éviter les tourmens de l'enfer s'il n'obéit pas. Or, de quels excès ne font pas capables des hommes crédules, ignorans & fuperftitieux, & dont l'énergie eft ainfi exaltée par le fanatifme ? Telle eft, fire, la fource de prefque tous les régicides, dans les Etats catholiques fur-tout, & l'hiftoire en fait foi. Lifez, fire, dans le moniteur univerfel du 31 octobre dernier, la lettre où je fais avouer au pape dans une harangue au peuple Romain, toutes les vérités qui foudroient le facerdoce.

Mais, direz-vous peut-être, fire, fi nous brifons le frein de la religion, comment pourrons-nous contenir le peuple enclin à l'erreur par fon ignorance, au brigandage par fa pauvreté, à la trahifon par fa foibleffe, au meurtre par fa brutalité? Hé, fire, pourquoi ce peuple eft-il ignorant, pauvre, foible & brutal ? Son ignorance eft un crime du gouvernement, qui lui refufe l'inftruction, parce qu'il craint fes lumières; fes erreurs ne font que celles qu'on lui inculque avec tant de foin dès l'enfance, pour corrompre fon efprit & fon cœur, & pour le tenir perpétuellement dans la fervitude & l'aviliffement; il n'a que les vices que lui donnent le defpotifme & l'impofture facerdotale, le defpotifme royal & miniftériel, celui de la nobleffe, celui des magiftrats, celui des financiers; ce font tous ces ennemis du peuple qui l'excitent à la fourberie, en l'affoibliffant; à la rapine, en l'appauvriffant; à la férocité, en le tyrannifant; toutes les voies du crime lui font ouvertes, toutes celles à la vertu lui font fermées.

Trois moyens certains font dans les mains des chefs de gouvernement, pour guérir & préferver le peuple des erreurs & des vices, pour l'intéreffer à faire le bien,

pour le défintéreffer à faire le mal, pour le réprimer, pour le rendre vertueux & heureux, & ces moyens font, l'inftruction, l'émulation & la crainte.

Fermez à ce peuple toutes les voies de l'erreur, dirigez-le dans celles de la nature & de la vérité, par une éducation vraiment nationale, par une inftruction parfaitement fociale, il ne péchera plus par ignorance. Fermez-lui les voies de la misère, qui eft la mère de tous les vices, de tous les crimes; débarraffez-le de toutes les caufes qui l'oppriment, il ne fera plus féroce; ouvrez des routes à fon émulation; qu'il foit libre de penfer, d'agir, de faire tel ufage raifonnable qui lui conviendra, de fes facultés phyfiques & morales; refpectez fes propriétés; qu'il jouiffe pleinement de fes droits naturels & de la liberté de confcience, qui en fait partie; intéreffez-le à n'en faire qu'un ufage utile à la fociété, en lui affurant des récompenfes proportionnées aux fervices qu'il lui rendra, en lui affurant fa fortune & fon avancement, en proportion de fes talens, de fes connoiffances & de leur utilité pour la fociété; contenez-le dans le devoir par la certitude & la crainte des peines, proportionnées à fes délits; qu'aucun fervice rendu à la patrie ne refte fans récompenfe; qu'aucun crime ne refte impuni, fans aucune diftinction de rang, d'état ni de naiffance.

Que le peuple ne connoiffe plus de vertus, que les actions utiles à la fociété; de vices, que les actions qui nuifent à foi-même; & de crimes, que ceux qui font nuifibles à fes femblables. Attachez les yeux de l'homme fur la terre, où il doit faire fon bonheur; que fon imagination ne foit plus égarée dans le vague des airs,

dans le monde chimérique de la ſuperſtition ; que ſes yeux ne ſoient plus éblouis par le faſte orgueilleux du ſacerdoce, ni par la pompe de ſes farces abſurdes ; que ſes oreilles ne ſoient plus étourdies par le bruit impoſant de la ſonnerie ; qu'il redevienne enfin l'homme de la nature, alors les vertus du peuple deviendront auſſi communes qu'elles ſont rares, & nous ceſſerons de nous en étonner.

D'après ces principes de la raiſon, vous devez, ſire, renoncer à toute relation avec la cour de Rome, vous devez établir, dans vos Etats, la liberté de conſcience. Un gouvernement ſage doit admettre la liberté de tous les cultes, ſans en préférer aucun, parce que cette préférence rendroit le culte qui l'obtiendroit, dominant, orgueilleux, intolérant & très-nuiſible. Que les vœux religieux des deux ſexes ſoient abolis, parce qu'ils ſont contraires aux loix de la nature, aux intérêts de la ſociété, & qu'ils ſont une ſource de vices & de crimes.

Que toutes les confrairies, congrégations, communautés & corporations religieuſes des deux ſexes, ſoient ſupprimées.

Que chacun ſoit libre de choiſir & de payer un directeur de conſcience, comme un procureur pour ſes affaires, & que le gouvernement ne ſe mêle pas plus de l'un que de l'autre.

Ne permettez l'exercice des différens cultes, que dans l'intérieur des temples & des maiſons.

Ne ſouffrez aucun autel, image, croix, ſtatue, aucun ſigne de religion, dans les places publiques, les carrefours, les rues, ſur les quais, les chemins, ni ſur

l'extérieur des maiſons & des temples, parce que ces ſignes ſeroient des points de ralliement pour le peuple, entretiendroient ſa ſuperſtition, & occaſionneroient des raſſemblemens, leſquels obſtrueroient la voie publique, qui doit toujours être libre.

Défendez aux miniſtres des différens cultes de porter, hors de leurs temples, des habits, ni aucune marque qui les diſtingue des autres citoyens, parce que ces diſtinctions les enorgueilliroient, cauſeroient des rivalités, des factions, des préférences, ſeroient une ſorte de taliſmans dangereux pour le peuple. Ne permettez aux différens cultes aucune ſonnerie; ne laiſſez qu'une ſeule cloche dans les villages, les bourgs & les petites villes, pour les aſſemblées municipales, & pour le tocſin en cas d'incendie, & deux ou trois, ſelon le beſoin, dans les grandes villes; faites faire des canons & des bombes de toutes les autres.

Que la naiſſance, le mariage & le décès ne ſoient plus, aux yeux de la loi, que des actes purement civils & conſtatés par des officiers municipaux, & établiſſez le divorce.

Déclarez appartenir à la Nation tous les biens eccléſiaſtiques des deux ſexes & les richeſſes des égliſes & de leurs maiſons.

Chargez les municipalités, ſous leur reſponſabilité, de l'inventaire, de l'évaluation & de la vente de ces biens aux plus offrans & derniers enchériſſeurs; accordez-leur une remiſe ſur le prix des ventes pour leurs frais & ſoins.

Donnez des penſions viagères honnêtes aux individus religieux, ſéculiers & réguliers des deux ſexes. Ren-

voyez-les de leurs cloîtres & maiſons avec les linges & habits à leur uſage, qu'ils ne puiſſent plus vivre en commun & qu'ils ſoient libres de ſe marier.

Deſtinez dans chaque village une partie des terres labourables des nouveaux domaines nationaux à être vendue en petites portions à tous les habitans qui voudront en acheter pour les cultiver; & que cette vente ſoit faite moyennant une rente au denier 20, dont chaque acquéreur pourra rembourſer, à volonté, le capital déterminé par l'adjudication & l'acte de vente, afin de multiplier les propriétaires fonciers qui par-tout ſont les citoyens les plus utiles.

Les deux Siciles manquent de routes & de chemins de traverſe; ainſi il faut deſtiner une autre partie des terres eccléſiaſtiques à ces établiſſemens abſolument néceſſaires.

Quant au produit de la vente du ſurplus de ces biens, il faut l'employer, 1°. à payer les dettes de l'état, celles des chapitres & des maiſons religieuſes, celles des provinces & des municipalités.

2°. A établir des écoles nationales & gratuites pour les pauvres des deux ſexes dans tous les villages, les bourgs & les villes.

3°. A conſtruire les ponts, les canaux & les chemins néceſſaires. Vous n'avez pas, ſire, de grandes rivières dans vos provinces; ainſi vous ne pouvez pas faire des canaux de navigation intérieure, mais vous pouvez en faire d'arroſemens qui ſont très-néceſſaires dans votre territoire; il en réſultera l'augmentation du produit & de la valeur des terres, l'accroiſſement de la population & du revenu public.

4°. A réparer les désastres causés par les tremblemens de terre, sur-tout dans les campagnes, & à y rétablir des villages & des fermes.

5°. A établir les banques rurales dont j'ai parlé ci-devant.

6°. A fonder des prix d'émulation & des fonds pour l'impression des livres élémentaires nécessaires à l'instruction publique, & pour récompenser les découvertes & les perfections dans les arts & métiers d'utilité générale.

Telles sont, sire, vos ressources, vos intérêts, ceux de vos peuples, & les moyens de réparer les crimes de vos prédécesseurs, de vos nobles, de vos prêtres, & les vices de votre gouvernement; vous concevez certainement les avantages immenses qui doivent résulter de toutes ces opérations. Mais vous devez prévoir, en même-tems les obstacles que s'efforceront de multiplier contre ces projets ceux qu'ils doivent mécontenter, & qui sont intéressés à perpétuer les abus dont ils profitent. Ces mécontens effrayés de ces projets, vous obséderont, sire, & vous proposeront peut-être eux-mêmes des réformes qui, n'en doutez pas, seront conformes à leurs intérêts & ne seront que des palliatifs, des perfectionnemens d'abus; en les acceptant, vous ne feriez peut-être que donner le temps à ces ennemis de préparer une révolution en leur faveur, en s'emparant de la seule force qui puisse assurer vos succès, en abusant du mécontentement actuel de vos peuples pour les irriter contre vous, & en s'assurant de leur confiance par des promesses & des insinuations perfides.

D'ailleurs, sire, vous donneriez aussi le temps aux

Français d'arriver & de porter chez vous leur nouvelle & puissante artillerie, qui consiste dans leur bref & très-éloquent manifeste : *guerre aux tyrans & liberté aux peuples*, dans leur déclaration des droits naturels de l'homme & du citoyen, & dans leur décret du 2 août dernier, qui assure aux déserteurs des troupes ennemies la qualité de citoyen Français, une gratification de 50 l. en argent, & une pension viagère de cent livres en tontine & susceptible d'augmentation jusqu'à 500 livres. Avec ce décret, ils ont fait déserter une grande partie des troupes Prussiennes & Autrichiennes, & cette désertion continue. Les peuples qui connoissent leur manifeste & leur déclaration des droits, les appellent à leur secours, vont au-devant d'eux, leur présentent les clefs de leurs villes, les reçoivent comme des libérateurs ; & il n'y a que les rois, les nobles & les prêtres pour lesquels cette marche triomphale des Français ne soit pas le plus auguste spectacle. Bientôt, sire, vous verrez ce spectacle chez vous, si vous suivez votre projet de secourir le dernier roi des Français, qui a voulu se perdre, & sa méchante femme qui a voulu donner la France à sa famille, comme la vôtre travaille à lui donner vos Etats. Je vous le répète, sire, l'Empereur n'invoque le secours des rois & des princes de l'Europe, qu'avec les perfides intentions de les affoiblir pour les dépouiller ensuite. Oui, sire, la maison d'Autriche s'occupe constamment, depuis nombre d'années, du vaste projet de partager l'Europe avec la Czarine, & vous ne voyez pas vous autres rois, que les Autrichiennes, vos épouses, vos ministres & vos ambassadeurs sont les instrumens dont se sert le ministère de cette cour vorace pour vous attirer dans ses filets. Instruits maintenant de l'astucieuse,

de l'odieuſe politique de la race Autrichienne, ceſſez donc de vous attriſter des échecs qu'elle éprouve, ils ſont heureux pour vous.

Hâtez-vous, ſire, d'attacher votre exiſtence à la reconnoiſſance de vos peuples par des actes authentiques de bienfaiſance envers eux; invitez-les à former une convention nationale, dont ils excluеront les prêtres & les nobles, vos ennemis communs.

Les bonnes loix, les ſages règlemens ſont difficiles à faire, mais ni les unes, ni les autres ne doivent point émaner de votre volonté. Les loix convenables au bonheur de l'homme, au gouvernement & à la proſpérité des nations, ſont faites par la nature, de toute éternité. C'eſt à votre nation, ſire, ſuffiſamment inſtruite de ces loix naturelles, à y conformer ſa volonté générale, & à l'exprimer par les repréſentans qu'elle ſe choiſira librement, & vous voilà, ſire, débarraſſé d'un travail dont les rois n'ont été chargés que par uſurpation, & qui n'a été dans leurs mains qu'une ſource d'abus & de calamité. La Convention Nationale Napolitaine, en s'éclairant des lumières des français, déterminera tout ce qu'elle a droit & pouvoir de faire pour la régénération de ſa Patrie, & ſi dans ces circonſtances difficiles vous avez déployé, ſire, le grand caractère dont vous êtes heureuſement doué, votre Nation vous continuera certainement chef ſuprême du Conſeil exécutif, en vous donnant des miniſtres reſponſables.

Les Nations ont à reprocher aux mânes du très petit nombre de bons rois qu'elles ont eu, de leur avoir fait aimer la royauté, en leur faiſant oublier les tyrannies de leurs prédéceſſeurs, & de ne les avoir pas préſervés

du pouvoir arbitraire de leurs ſucceſſeurs, par une conſtitution capable de leur aſſurer la jouiſſance parfaite de leurs droits naturels. Par ces délits, ces bons rois ſe ſont rendus coupables de tous les crimes de leur poſtérité, de tous les maux qu'elle a fait à leurs peuples. Puiſſiez-vous, ſire, être bientôt dans l'heureuſe néceſſité de vous préſerver de ces reproches ; en vous en préſentant les principaux moyens, je crois vous avoir donné des preuves certaines d'un zèle éclairé pour vos intérêts, & du profond reſpect avec lequel je ſuis, &c.

---